

UNIVERSITE PARIS – SORBONNE



Ecole des Hautes Etudes en Sciences de l'Information
et de la Communication

MASTER PROFESSIONNEL 2^{ème} année
Option : COMMUNICATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**« LES TRAVAUX MÉMORIELS : UN OUTIL POUR ACCOMPAGNER LA
POPULATION LORS DES OPÉRATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN ? »**

préparé sous la direction de Madame le Professeur Véronique RICHARD,
Directeur du CELSA

Sidonie Dresse
Promotion : 2005-2006
Option : Communication des
Collectivités Territoriales
Soutenu le : 29 novembre 2007
Mention :
Note au mémoire :

REMERCIEMENTS

Je remercie Madame Perrine Boutin, attachée temporaire d'enseignement et de recherche au CELSA, pour son soutien et ses précieux conseils ainsi que Monsieur Jean Gayet, professeur associé au CELSA et conseiller auprès du maire de Livry-Gargan pour le temps précieux qu'il m'a consacré et ses conseils avisés.

Je remercie toutes les personnes qui ont accepté de me recevoir et de me consacrer une partie de leur temps.

SOMMAIRE

Introduction	3
1 Pourquoi un tel engouement pour les travaux mémoriels ?	8
1. 1 Les traces du passé : un engouement de la société soutenu par les pouvoirs publics	9
1.1.1 « l'ère de la commémoration »	9
1.1.2 L'évolution de la notion du patrimoine	12
1.1.3 La multiplication des acteurs	14
1.2 Pourquoi les collectivités locales encouragent-elles les travaux mémoriels ?	15
1.2.1 La fonction identitaire du passé	15
1.2.2 La fonction sociale du passé	17
1.2.3 Les travaux mémoriels lors d'une opération de renouvellement urbain s'inscrivent dans une continuité.	21
2 Les travaux mémoriels sont conçus avec la volonté d'accompagner la population lors d'une mutation urbaine.	25
2.1 Les objectifs des porteurs du projet	26
2.1.1 Le contexte : Pantin, un exemple choisi pour sa représentativité	26
2.1.2 Le projet et ses objectifs vus par le principal porteur du projet	28
2.1.3 Le discours des élus	30
2.1.4 Le regard de l'historien	33
2.2 Les objectifs se retrouvent-ils dans la réalisation ?	34
2.2.1 Le livre : la forme, le fond	34
2.2.2 La parole des habitants	40
2.2.3 L'autocritique des porteurs de projet	44

3 Les travaux mémoriels peuvent paraître des projets faciles à mettre en place mais ne mettent souvent pas à profit tout leur potentiel.	47
3.1 Les principaux écueils	48
3.1.1 Emotion, nostalgie, enfermement	48
3.1.2 Risques d'instrumentalisation	50
3.2 Préconisations méthodologiques	53
3.2.1 La définition des objectifs	55
3.2.2 Le recours à des professionnels	56
3.2.3 La question du temps	57
3.2.4 La restitution	58
3.3 Un potentiel à développer ?	60
Conclusion	65
Bibliographie	69
Table des annexes	74
Résumé	80
Mots-clés	81

Introduction

La question du logement et en particulier du logement social est un sujet d'actualité pour les collectivités territoriales qui doivent faire face à une situation compliquée. D'un côté le manque de logements et notamment de logements sociaux ne cesse de croître. La Fondation Abbé Pierre estime à 1 300 000 le nombre de dossiers en attente.¹ La demande étant plus élevée que l'offre, les prix augmentent. Selon l'INSEE, la part du logement représente une part de plus en plus élevée dans le budget des ménages. Pour les ménages les plus pauvres elle atteignait 39,9% en 2002.² De l'autre côté, les grands ensembles construits après la guerre pour, déjà à l'époque, répondre à une pénurie de logements, sont tombés en désamour et souvent rendus responsables des situations difficiles des quartiers périphériques. En réponse les collectivités initient des opérations de réhabilitation et/ou de démolition de ces logements, appelées « opérations de renouvellement urbain ». Ces opérations, encouragées par l'Etat, se multiplient. En effet le gouvernement a voté en 2003 un programme national de rénovation urbaine. Celui-ci prévoit la réhabilitation de 400 000 logements locatifs sociaux et la démolition de 250 000 logements entre 2004 et 2011. Jean-Louis Borloo, alors ministre délégué à la Ville et à la Rénovation urbaine, est à l'initiative de ce programme. Il a créé l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), chargée de réaliser le programme sus cité en sélectionnant les projets des collectivités territoriales et aidant au financement des dossiers retenus.³

Ces opérations, de plus en plus nombreuses, représentent pour les villes des chantiers souvent très importants et délicats à gérer. Comme nous l'avons vu la situation du logement social est tendue. Annoncer, dans ce contexte, la démolition de logements ou même leur évacuation provisoire le temps d'effectuer leur rénovation n'est pas facile. Devoir reloger les habitants que ce soit de façon temporaire, le temps des travaux, ou définitive, pour cause de démolition l'est encore moins. De plus ces chantiers sont très longs du point de vue des habitants. Il

¹ Fondation Abbé Pierre : Selon la Fondation Abbé Pierre, les chiffres de la construction masquent des réponses mal orientées pour une crise qui dure, Communiqué de presse du 15/09/07, in <http://www.fondation-abbe-pierre.fr/communiques.php>, consulté le 22/09/07.

² Cf. graphique de l'INSEE en annexe.

³ Cf. www.anru.fr/article.php3?id_article=193, consulté le 18/09/2006 et la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine téléchargeable à l'adresse www.anru.fr/IMG/pdf/LOI03_710_1_08_03orientprogville-3.pdf.

s'écoule plusieurs années entre l'annonce du projet et la fin des travaux. Le travail d'information et d'accompagnement des populations que doivent alors effectuer les collectivités nous semble complexe et intéressant à étudier. Il est cependant impossible d'étudier l'ensemble des mesures prises depuis la concertation des habitants jusqu'à l'inauguration de nouveaux bâtiments. Aussi avons-nous choisi de nous concentrer sur une des activités observées à l'occasion de démolition ou de rénovation de logements sociaux : les travaux mémoriels.

Il s'agit de projets réalisés autour de la mémoire des lieux ou des personnes. Ils sont menés par des acteurs locaux, personnel de la ville, associatifs ou artistes, le plus souvent sur l'initiative de la mairie, et en général financés par l'Etat et les collectivités territoriales. Ces actions peuvent s'organiser de façons multiples : des ateliers d'écriture ou de photographies, des collectes de témoignages d'habitants et prendrons des formes différentes : expositions, spectacles vivants, films, publication d'un livre...

Notre attention a d'abord été retenue par une clause contenue dans les conventions passées entre l'ANRU et les collectivités territoriales, évoquant des financements pour les travaux de mémoire. L'article 17 stipule : « L'agence, en collaboration étroite avec les porteurs de projet et maîtres d'ouvrages concernés, s'attachera à promouvoir toutes les initiatives locales de productions et de réalisation filmographiques et photographiques dits : travaux de mémoire. (...) »⁴ Pour ce faire, L'ANRU a rédigé un cahier des charges qui est envoyé aux villes signataires de la convention accompagnée d'un mot du directeur général de l'agence : « Aussi je vous invite à prendre connaissance du cahier des charges joint qui donne le cadre pour la mise en œuvre de cette action indispensable de travail de mémoire des quartiers. »⁵ L'ANRU semble accorder de l'importance aux travaux mémoriels réalisés autour des projets de réhabilitation et vouloir les promouvoir. Cet intérêt institutionnel nous confirmait l'actualité du sujet.

Une recherche rapide autour de différents projets pris au hasard a confirmé que les travaux mémoriels sont très fréquents, ceci déjà avant la création de l'ANRU et jusqu'à aujourd'hui. La disparition de la Tour Renoir à La Courneuve en 2000 entraîne la parution d'au moins deux ouvrages : *La Courneuve, rue Lenoir ... avant*

⁴ Cf. document en annexe.

⁵ Cf. lettre adressée au maire de Besançon en annexe.

démolition⁶, se compose de photos, de témoignages d'habitants et de voisins ainsi que de poèmes écrits à partir de récits de vie, et, *Fleur de béton*⁷ est un recueil de témoignages d'habitants de la tour. La démolition à Dijon de la tour Billardon donne lieu à une publication intitulée *Billardon, histoire d'un grand ensemble*⁸, associant histoire urbaine, photographies et récits de vie autour de la tour. La ville de Garges-lès-Gonesses, quant à elle, entreprend une série d'actions autour de l'histoire du quartier de la Muette au moment où un projet de démolition/reconstruction s'annonce. Elle propose, à partir de témoignages, une exposition et un montage vidéo, des portraits d'enfants, des débats publics, des ateliers pédagogiques...⁹ La ville d'Orly de son côté réalise un film à partir de témoignages d'habitants de la tour Louis Blériot avant qu'elle ne soit démolie¹⁰. Les projets ne concernent pas uniquement les grandes villes et la banlieue parisienne. Lodève, une petite ville de 7500 habitants dans l'Hérault a, par exemple, réalisé une exposition à partir d'atelier d'écriture et de photographie avec les habitants pour accompagner la démolition de deux cités HLM.¹¹

Il s'agit de quelques exemples. Il serait vain de vouloir établir une liste exhaustive des travaux mémoriels réalisés à l'occasion d'opérations de renouvellement urbain tant ils sont nombreux. Alors qu'il peut sembler paradoxal de vouloir travailler sur la mémoire dans des quartiers périphériques relativement récents les travaux mémoriels réalisés à l'occasion d'opérations de renouvellement urbain ne sont pas des cas isolés. Au contraire ils se multiplient et sont certainement appelés à devenir plus nombreux encore si les prévisions de réhabilitations et de démolitions de l'ANRU se concrétisent.

⁶ André Lejarre, Olivier Pasquiers, Fabienne Thierry : *La Courneuve, rue Lenoir ... avant démolition*, le bar Floréal édition, 2000, 153p.

⁷ Alain Vincenot : *Fleur de béton*, Romillat, 2001, 271p.

⁸ Sylvain Taboury et Karine Gougerot : *Billardon, histoire d'un grand ensemble*, Creaphis, 2004, 489p.

⁹ Pôle de ressources départemental Ville et développement social: fiche expérience Garges-lès-gonnesse : *mémoire de vies, mémoire de ville*, Novembre 2002, téléchargeable à l'adresse www.poleressources95.org/spip.php?article297.

¹⁰ Cécile Favier, Ahmed Djouada (réalisation) : *Paroles d'habitants*, 2005, 52 min., production et distribution : Ville d'Orly.

¹¹ François Cusset : *L'expression artistique pour mémoire collective*, in La Gazette des communes, n°1714 du 27/10/2003, p. 32.

La problématique :

La multiplication de ces travaux pose la question de leur sens. A quoi sert-il de travailler et de communiquer sur la mémoire d'un lieu et/ou de ces habitants alors que ce lieu subit une transformation importante ?

La première hypothèse est que l'engouement des pouvoirs publics pour le passé n'est pas un phénomène récent ; les travaux mémoriels autour des démolitions ou réhabilitation de logements sociaux s'inscrivent dans une tradition des pouvoirs publics à valoriser le patrimoine.

La deuxième hypothèse est que ces travaux sont conçus avec la volonté d'accompagner une population lors d'une mutation urbaine importante.

La troisième hypothèse est que ces travaux mémoriels peuvent paraître des projets faciles à mettre en place mais ne mettent souvent pas à profit tout leur potentiel.

Méthodologie :

Ce travail repose sur une approche déductive. Nous avons d'abord étudié les publications les plus importantes sur le sujet, qui peuvent être classées en plusieurs catégories. Ce sont des ouvrages universitaires sur la mémoire et ses utilisations dans les politiques publiques, puis des colloques réunissant des institutions, des scientifiques et des témoins autour de ce même thème dont nous avons trouvé les actes ou auxquels nous avons participé, mais aussi des articles de revues spécialisés, et enfin des travaux mémoriels réalisés par des collectivités.

A partir de ces lectures, nous avons défini des hypothèses de travail que nous avons confronté avec la réalité en étudiant plus particulièrement un travail mémoriel réalisé à Pantin sur la base d'entretiens semi-directifs. Nous avons rencontré les principaux acteurs du projet pantinois : les porteurs du projet, le maire et des habitants acteurs ou spectateurs, mais aussi des professionnels d'une autre ville ayant travaillé sur un projet similaire et une architecte pour sa réflexion sur la ville.

Annonce du plan :

Nous interrogeant sur les raisons du succès des travaux mémoriels, nous étudierons dans un premier temps les usages dans le passé de la mémoire par les pouvoirs publics. (Cette partie reflète notre première hypothèse.)

Puis nous chercherons à comprendre l'utilité d'un travail mémoriel récent à partir de l'exemple de la ville de Pantin qui a publié un ouvrage à partir des mémoires d'habitants à l'occasion d'une restructuration importante d'un quartier. (Cette partie correspond à la deuxième hypothèse.)

Enfin, nous tenterons d'analyser les difficultés de réalisation de ces projets et de synthétiser les préconisations de mise en oeuvre que nos recherches nous ont révélées. (Cette dernière partie s'appuie sur la troisième hypothèse.)

1 Pourquoi un tel engouement pour les travaux mémoriels ?

Introduction partielle

Dans cette première partie, nous nous interrogeons sur les raisons de l'engouement actuel pour les travaux mémoriels. Notre hypothèse est que les travaux mémoriels initiés par les collectivités territoriales lors d'opération de renouvellement urbain constituent d'avantage une continuité dans les pratiques de valorisation du passé qu'une nouvelle mode. Les formes sont différentes et répondent à une nouvelle situation mais dans le fond ces travaux mémoriels s'inscrivent dans un processus déclenché plus tôt. Nous verrons dans un premier temps que le passé est perçu dans notre société comme un recours. Connaître le passé du pays où l'on vit aide à comprendre et à appréhender le présent. Les pouvoirs publics ont alors encouragé les commémorations notamment en élargissant la notion de patrimoine et en encourageant la décentralisation dans ce domaine. Puis nous analyserons les raisons qui expliquent que les collectivités locales se sont emparées du sujet. Elles voient en effet dans la valorisation du passé à la fois un moyen de renforcer l'identité d'un territoire et une façon d'accompagner les mutations sociales.

1.1 les traces du passé : un engouement de la société soutenu par les pouvoirs publics

1.1.1 « l'ère de la commémoration »

Le succès des travaux autour de la mémoire de lieux et des habitants lors de la réhabilitation de quartiers est peut-être à replacer dans un contexte général favorable au retour sur l'histoire. Les Français semblent se passionner pour leur passé. Chaque édition des journées du patrimoine connaît un succès plus grand. Nous organisons de grandes fêtes commémoratives. Chacun se souvient du défilé de Jean-Paul Goude pour le bicentenaire de la Révolution ou des festivités sur les plages normandes en souvenir du Débarquement. Chaque année connaît son lot d'anniversaires de naissance ou de mort des grands hommes. 2005 marquait le centenaire de la mort de Jules Verne et de la naissance de Jean-Paul Sartre. En 2006 nous nous rappelions la réhabilitation de Dreyfus cent ans auparavant ou fêtions le centenaire de la naissance de Samuel Beckett, etc.

D'où nous vient cette habitude de célébrer le passé ? Une première explication à cet engouement pour la mémoire et l'histoire se trouve, selon Pierre Nora, dans la relation de notre société au passé. Pour Pierre Nora, nous sommes entrés dans « l'ère de la commémoration »¹². Avec la fin de la seconde guerre mondiale s'est évanoui l'idée d'une histoire unifiée de la nation française, « ... plus un seul événement depuis la guerre, n'est intégrable de plein droit à une mémoire nationale unitaire. La Libération a inauguré la bataille des mémoires, d'autant plus combative, chacune que légitimement revendicatrice d'une part indéfinissable de la représentativité nationale »¹³. La Révolution avait inventé la commémoration comme moyen de rassembler la nation derrière son Histoire. L'Etat décidait de ce qui devait être commémoré et orchestrait la manifestation. Les revendications mémorielles de minorités ne pouvaient s'exprimer. Or ce « modèle classique »¹⁴ de la commémoration s'est effacé « au profit d'une multiplicité d'initiatives décentrées où se croisent et se chevauchent le médiatique, le touristique, le ludique et le promotionnel. »¹⁵ Nous sommes passés d'une définition étatique et centralisée de la commémoration à une pratique décentralisée de celle-ci. « Le modèle a, d'autre part

¹² Pierre Nora : *l'ère de la commémoration*, in Pierre Nora (sous la direction de) : Les lieux de mémoire, Gallimard, 1992, Tome III Les France, 3^{ème} partie de l'archive à l'emblème, pp. 976-1012.

¹³ Op. Cit. p. 985.

¹⁴ Op. Cit. p. 984.

¹⁵ Op. Cit.

et surtout, été concurrencé par la montée en puissance du local et du culturel (...) favorisés, eux, par l'action du ministre de la culture et par la décentralisation, par le développement du tourisme, la mise en valeur du patrimoine (...)»¹⁶, écrit Pierre Nora. Il n'y a plus seulement le 11 novembre, le 14 juillet ou le 1^{er} mai, mais aussi des fêtes historiques régionales.

Ce besoin de revenir sur le passé, cette « boulimie commémorative »¹⁷ s'expliquerait donc en partie par la disparition de l'idée d'une histoire unificatrice de la nation et l'apparition de nouveaux acteurs : les collectivités territoriales. Mais d'autres bouleversements profonds de la société semblent importants pour comprendre l'évolution de notre rapport au passé. Ce dernier semble être devenu un recours, la branche à laquelle on se raccroche lorsque l'on perd ses repères. Pierre Nora date ce tournant à partir du milieu des années soixante-dix et l'explique par trois grandes ruptures : la fin de la croissance, la disparition du monde paysan et la chute du mur de Berlin.¹⁸ Il s'agit d'abord d'un bouleversement d'ordre économique, la période du plein emploi et d'une certaine insouciance économique est révolue. Puis les activités économiques et les modes de vie ont considérablement changé ce qui demande un réajustement des modes de pensée. Enfin, avec la chute du bloc soviétique s'effondre un système de pensée qui structurait le système politique et la manière d'appréhender le monde depuis des décennies. Les Français troublés par ces profonds changements cherchent des repères et se tournent vers le passé. Ainsi s'expliquerait un engouement pour les références au passé.

Si, comme le pense Pierre Nora, notre besoin de passé s'affirme dans les années soixante-dix, il semble encore d'actualité une vingtaine d'années plus tard. Au début des années 2000, la sociologue Catherine Foret a étudié dans l'agglomération lyonnaise des actions mémorielles réalisées sur deux sites soumis à d'importants projets de réhabilitation urbaine. Elle constate un véritable engouement qu'elle essaie d'analyser à partir d'entretiens réalisés avec les acteurs de ces actions¹⁹. Les raisons énoncées sont multiples. Les uns évoquent « le changement du rapport au

¹⁶ Op. Cit. p. 986, 987.

¹⁷ Op. Cit. p. 977.

¹⁸ Op. Cit pp. 992-995.

¹⁹ Catherine Foret : *Actions mémorielles dans les villes : des miroirs sans reflets ?* In Mémoires urbaines et présent des villes. Programme interministériel de recherche Cultures Villes et dynamiques : Interpréter les mémoires urbaines dans le présent des villes : une activité publique ? Mai 2004, pp.12-16.

temps »²⁰. Ils ressentent une accélération qui exigerait en réaction de faire des pauses, de prendre le temps de regarder le passé. D'autres soulignent « l'affaiblissement de la transmission générationnelle »²¹, en évoquant des raisons différentes : la mobilité - qu'elle soit à l'intérieur d'un même pays ou internationale - , ou l'éclatement des familles. L'éloignement géographique et les parcours de vie parfois difficiles amèneraient à rompre la chaîne de la transmission. D'autres encore en appellent à « l'accroissement de la précarité économique »²². Celle-ci expliquerait le désarroi notamment des jeunes générations et le besoin de trouver ses marques. Pour beaucoup les travaux de mémoire sont en somme « une thérapie individuelle ou collective »²³, comme un travail d'introspection qui peut permettre de mieux comprendre ses racines et d'envisager plus sereinement le présent. Enfin, certains disent que « la mémoire est influencée par les médias »²⁴ et veulent réfléchir et peut-être mettre en lumière les effets de la médiatisation sur ce que l'on retient et ce que l'on oublie. Les arguments expliquant cet effet de mode sont nombreux. A l'exception du dernier qui s'intéresse d'avantage au phénomène de production de la mémoire qu'à son contenu, ils ont en commun de voir le passé comme une ressource. Le passé, et le souvenir de celui-ci apparaît comme un appui indispensable pour une population fragilisée.

Les travaux mémoriels locaux et les commémorations multiples ont ceci en commun qu'ils expriment le besoin de chercher des repères dans le passé. Ce besoin, qui serait apparu selon Pierre Nora à partir des années 1970, s'est matérialisé depuis, de bien des façons (depuis la commémoration de la Révolution jusqu'aux travaux autour de la mémoire des habitants d'un quartier) parce que les pouvoirs publics ont accompagné le mouvement et créé un contexte favorable au développement d'actions culturelles ayant pour objet le passé. En effet les politiques publiques s'intéressant au passé, à savoir les politiques encadrant le patrimoine et les musées, évoluent permettant une multiplication des travaux et des acteurs. En premier lieu l'élargissement du concept même de patrimoine indique la volonté de conserver et mettre en valeur des traces du passé au-delà des monuments historiques. Ensuite une conception moins centralisée permet à de nouveaux acteurs

²⁰ Op. Cit. p. 12.

²¹ Op. Cit. p. 12.

²² Op. Cit. p. 12.

²³ Op. Cit. p. 12.

²⁴ Op. Cit. p. 12.

de s'affirmer, ce qui multiplie les actions et les approches. Enfin, si ces actions se multiplient c'est aussi parce qu'on leur attribue une fonction identitaire et sociale.

1.1.2 L'évolution de la notion du patrimoine

La définition administrative du patrimoine n'a en effet cessé de s'enrichir. Elle a évolué d'une vision restreinte aux monuments historiques vers une acceptation beaucoup plus large.

La politique du patrimoine naît en France de la Révolution française et de la loi de 1905 : la révolution en réaction aux destructions et au pillage, la loi de 1905 parce qu'elle place les édifices religieux sous la responsabilité des communes.²⁵ Le concept de patrimoine concerne alors le patrimoine monumental. Il s'agit de protéger les monuments historiques. La première loi en ce sens date de 1887. Elle sera bientôt complétée par la loi de 1913 encore en vigueur aujourd'hui permettant à l'Etat d'intervenir au nom de « l'intérêt public » sur la propriété privée.²⁶ André Malraux, en charge à la fin des années cinquante du premier ministère des Affaires culturelles enrichira le concept. Par une loi de 1962 il y fait entrer les immeubles d'habitation.²⁷ Il amènera le service des monuments historiques à élargir les critères de sélection et à classer des œuvres architecturales du XX^e siècle.²⁸ En 1964 il crée l'Inventaire général, « cette fois, c'est à l'ensemble des richesses architecturales et mobilières du pays que s'étendrait le travail des administrations chargées de la conservation, sinon pour en garantir effectivement la protection matérielle, en tout cas pour rassembler la documentation afférente (...) »²⁹. Cette évolution dans l'acceptation de la notion de patrimoine permet une nouvelle étape : la création en 1978 du patrimoine ethnologique. Jean-Michel Leniaud, historien de l'art et universitaire, travaillant sur la notion de patrimoine décrit ainsi le sens de cet enrichissement : « Ce petit service chargé de promouvoir des études sur les objets de la vie matérielle et sur les productions immatérielles à caractère culturel – tradition, rites, chansons, récits, savoir-faire – donne tout à coup un sens à l'inventaire, à la protection et à la conservation du patrimoine en insérant leurs travaux dans la perspective plus vaste

²⁵ www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-patrimoine/index/.

²⁶ www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-patrimoine/chronologie/chronologie-1830-1930/.

²⁷ Jean-Michel Leniaud : *Les archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Fayard, 2002, p.289.

²⁸ Op. Cit. p. 291,292.

²⁹ Op. Cit. p.289.

d'une étude de l'homme et de la société. »³⁰. On le voit c'est une conception allant bien au-delà des monuments historiques qui voit le jour en cette fin des années 70. Beaucoup d'éléments qui ne semblaient pas auparavant dignes d'intérêt sont considérés parce qu'ils sont et seront des traces aidant à comprendre une époque. C'est avec cette conception élargie que l'année du patrimoine en 1980 connaîtra un franc succès. Le ministère qui lança l'initiative n'avait pas prévu à un tel engouement, mais les collectivités locales se sont emparées du sujet et de multiples manifestations ont vu le jour.³¹ « Point de travaux babyloniens sur les chefs-d'oeuvre de l'humanité, mais un ensemble extrêmement varié d'interventions sur les productions matérielles et immatérielles, d'intérêt régional, voire local. »³², ainsi décrit Jean-Michel Léniaud les réalisations de cette année du patrimoine. Cette année marque l'apparition de ce qu'il appelle des « nouveaux patrimoines », c'est-à-dire : « la plupart du temps, des lieux et des objets de production qui acquièrent une valeur sentimentale d'abord, historique ensuite, au fur et à mesure que se transforment les conditions économiques et sociales qui en ont suscité l'apparition. »³³. L'arrivée de la gauche au pouvoir ne remettra pas en cause ces évolutions. Jack Lang, le nouveau ministre de la Culture, ne revient pas sur l'élargissement de la notion de patrimoine. « La République ne doit pas consacrer ses moyens au seul grand patrimoine : elle doit intervenir en faveur des biens auxquels les Français ont prouvé leur attachement pendant l'année 1980 »,³⁴ déclare-t-il. Les nouveaux patrimoines seront, au contraire, encouragés puisqu'ils profiteront, comme tout le secteur culturel, des nouveaux crédits alloués. En effet, la politique culturelle devient une des priorités du gouvernement et son budget est multiplié par deux.³⁵

³⁰ Op. Cit. p. 294.

³¹ Pierre Nora : *l'ère de la commémoration*, in Pierre Nora (sous la direction de) : *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1992, Tome III Les France, 3^{ème} partie de l'archive à l'emblème, p.995 et suivantes.

³² Jean-Michel Léniaud : *Les archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Fayard, 2002, p.295.

³³ Op. Cit. p. 298.

³⁴ Cité d'après Op. Cit. p. 299.

³⁵ Philippe Poirrier : *Les politiques culturelles en France*, la documentation française, Paris, 2002, p.377.

1.1.3 La multiplication des acteurs

Parallèlement à cet élargissement de la définition du patrimoine, c'est aussi une action décentralisatrice³⁶ de l'Etat qui va accélérer le développement d'actions culturelles locales autour du passé. L'Etat, lorsqu'il lance l'année du patrimoine, ne se pose pas en décideur, mais en partenaire. Il incite les acteurs locaux à l'action.³⁷ Il permet ainsi de mettre en lumière et de développer des activités qui n'étaient jusqu'alors pas encouragées dans une France très centralisée qui insistait d'avantage sur l'unité nationale que sur ses particularismes. L'année du patrimoine révèle en effet l'existence de milliers d'associations travaillant sur le patrimoine local, sur des mémoires locales³⁸. Elle donne aussi plus de moyens aux collectivités locales qui avaient déjà largement investi le champs culturel. « La décentralisation et la déconcentration conjuguent leurs effets pour consacrer l'Etat dans son rôle de partenaire. Par ailleurs dans le sillage des années 1970, les collectivités locales se dotent de véritables politiques culturelles. Au total, c'est la rencontre du volontarisme de l'Etat et de celui des collectivités locales qui donne leur tonalité aux années 1980. »³⁹ résume l'historien Philippe Poirrier, spécialiste de l'histoire culturelle de la France contemporaine. La politique à l'égard des musées montre la même évolution. Le budget qui leur est alloué augmente à partir de la fin des années 1970 et ce ne sont plus les seuls grands musées nationaux qui en bénéficient mais des musées locaux, de type écomusées ou musées de société.⁴⁰ « Naguère proche du monument historique, le patrimoine désignait des objets, des édifices ou des pratiques dignes d'être sauvegardées (...). De nos jours, il n'est plus l'apanage de l'Etat, l'un des signes intangibles de son pouvoir régalién, mais de plus en plus un outil utilisé par les acteurs locaux. »⁴¹

³⁶ Le terme de décentralisation n'est techniquement pas le plus juste. Les lois de décentralisation de 82 et 83 ne touchent que peu la culture. Seules les bibliothèques centrales de prêt et les archives départementales sont consenties au conseil général puis en 1983 les ZPPAU (Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain). Il s'agit plutôt de déconcentration avec le renforcement des DRAC et du budget alloué à la culture en général (sur ce point, se référer à l'œuvre de Poirrier déjà citée p. 379). Mais le terme de décentralisation me paraît plus parlant que déconcentration.

³⁷ Jean-Michel Leniaud : *Les archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Fayard, 2002, p.295.

³⁸ Op. Cit. P. 295.

³⁹ Philippe Poirrier : *Les politiques culturelles en France*, la documentation française, Paris, 2002, p. 379.

⁴⁰ Jean-Michel Leniaud : *Les archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Fayard, 2002, p.297.

⁴¹ Michel Rautenberg : *La rupture patrimoniale*, éditions A la croisée, 2003, p.104.

1.2 Pourquoi les collectivités locales encouragent-elles les travaux mémoriels ?

1.2.1 La fonction identitaire du passé

La décentralisation encourage les actions culturelles des collectivités autour de leur histoire en leur allouant plus de moyens mais aussi en créant un besoin d'identité. En effet plus les collectivités gagnent en autonomie, plus elles vont avoir à cœur de créer un lien d'appartenance entre leur population et leur territoire. Le patrimoine historique apparaît alors comme une ressource créatrice d'identité. « Dans un contexte marqué par la décentralisation, chacun cherche à affirmer l'autorité d'une mémoire en ce qu'elle donne un statut à l'identité territoriale »⁴² Ainsi, par exemple, le conseil général de la Seine-Saint-Denis a-t-il décidé de construire son identité autour de l'histoire de la résistance sur son territoire⁴³. « Le Conseil général a procédé à une collecte de mémoire pour la construction de l'identité. Le département de la Seine-Saint-Denis est récent. Il a été créé par la loi du 10 juillet 1964 qui organise la région parisienne en plusieurs départements (le 77,78, 91,92,93 et 94). (...) Créer une 'identité' ou du moins trouver ses marques n'était pas évident. » explique Sylvie Zaidman, historienne et directrice des archives départementales de la Seine-Saint-Denis, qui s'est vu confier le projet. Lorsque au début des années 1990 une association d'anciens combattants (ANACR) demande une commémoration sur la résistance en Seine-Saint-Denis, le département saisit l'opportunité. Le Président du conseil général, Georges Valbon est lui-même un ancien résistant et accepte le projet. Le comité 'Idéaux de 89 en 93' – mis en place pour une autre commémoration – tente de faire l'histoire de la résistance en Seine-Saint-Denis. La collecte de témoignages a duré trois ans, de 1992 à 1995. Ce travail a été restitué sous la forme d'un ouvrage paru en 1994 et préfacé par l'historien Roger Bourderon⁴⁴. « L'idée était de bâtir l'identité du département à partir de la résistance. » indique Sylvie Zaidman. Cette recherche s'inscrivait dans une démarche volontaire de création d'une identité pour ce jeune département. Comme

⁴² Hervé Glevarec: *Le patrimoine saisi par les associations*, La Documentation française, 2002, p. 258.

⁴³ Le récit de cette expérience s'appuie sur l'intervention de Sylvie Zaidman, directrice des archives du conseil général de Seine-Saint-Denis lors d'une table ronde : « collecter la mémoire des habitants : démarche historique ou sociale ? » organisée le mardi 7 février 2007 à Saint-Denis dans le cadre de l'exposition « et voilà le travail ! » à l'initiative de l'office départemental du tourisme.

⁴⁴ Joël Clesse et Sylvie Zaidmann: *La résistance en Seine-Saint-Denis : 1940-1944*, Syros, 1994, 478p.

elle le précise, le découpage des départements suivait des réalités politiques, la Seine-Saint-Denis était communiste. Et s'il s'agit de faire l'histoire du communisme en Seine-Saint-Denis, il s'agit aussi, comme le souligne Frédérique Jacquet, historienne et directrice des archives municipales de Saint-Denis, de « mettre en lumière le rôle des communistes pendant la résistance »⁴⁵. Ce qui est également important dans ce projet est l'implication des habitants de Seine-Saint-Denis. Le projet répond en quelque sorte à une demande de reconnaissance d'une partie de la population. L'ouvrage est réalisé, en partie à partir de témoignages d'anciens résistants habitant en Seine-Saint-Denis (ou du moins le territoire appelé depuis lors Seine-Saint-Denis, la création du département étant, comme on l'a vu, postérieure à la Résistance). Le recrutement des témoins s'est fait par un courrier du directeur des Archives du département aux associations ANACR et la fédération nationale des déportés. « Que le courrier soit signé par le directeur des archives soulignait la volonté de conserver cette mémoire. » précise Sylvie Zaidman. Les témoignages sont d'ailleurs toujours consultables aux archives du conseil général. Le travail sur la mémoire permet au département de se créer une identité, mais c'est aussi un moyen de répondre à une demande sociale – en l'occurrence la demande de reconnaissance émanant d'une association d'anciens combattants.

De fait les pouvoirs locaux ont rapidement identifié le passé comme une ressource. Philippe Poirrier, qui écrit une histoire des politiques culturelles, fait remonter l'origine de celles-ci à la révolution française même si le terme n'apparaît qu'avec Malraux et la création d'un ministère. L'auteur décrit l'évolution des politiques culturelles mais reconnaît une constante : « Le patrimoine des arts et de la culture est considéré comme un puissant facteur de cohésion nationale et d'identification et bénéficie à ce titre du soutien constant des pouvoirs publics »⁴⁶. Les évolutions que nous venons d'évoquer ne démentent pas l'intérêt des pouvoirs publics pour la mémoire. Au contraire, à côté du pouvoir central, les collectivités territoriales ont investi ce champ. Comme le montre l'exemple du conseil général de Seine-Saint-Denis, on attribue au passé une fonction identitaire. Or cette dernière est souvent indissociable d'une fonction sociale.

⁴⁵ Frédérique Jacquet participait à la table ronde évoquée en note précédemment.

⁴⁶ Philippe Poirrier : *Les politiques culturelles en France*, la documentation française, Paris, 2002, p.18 .

1.2.2 La fonction sociale du passé

Les pouvoirs publics développent en effet également des actions mémorielles dans un objectif social. Ainsi Michel Rautenberg, qui travaille sur la construction sociale de la mémoire et du patrimoine, distingue « (...) deux conceptions de la notion de patrimoine : l'une, universaliste, juridique, savante est associée à l'histoire de la nation et s'exprime particulièrement dans l'art et l'architecture savante ; l'autre, particulière, non légitime au regard de la tradition patrimoniale se nourrit de l'histoire des hommes et de leur mémoire. »⁴⁷ Il appelle la première « patrimoine 'pour l'éternité' (ou régalien) » et la seconde le « patrimoine 'opportuniste' (ou social) »⁴⁸. « D'un côté le patrimoine est là pour signifier la continuité du temps et les édifices ou objets sélectionnés sont souvent d'emblée une dimension symbolique ou un caractère sacré. (...) D'un autre côté, le patrimoine est l'expression d'un groupe social, il est surtout local, attaché à une spécificité culturelle et possède une forte dimension pragmatique. »⁴⁹

Ce patrimoine social semble en effet souvent attirer l'attention des collectivités territoriales lorsqu'elles traversent des mutations sociales importantes. Chaque période de transition semble accompagnée par une nouvelle forme de valorisation des 'nouveaux patrimoines'. C'est, par exemple, le déclin de l'activité agricole qui est à l'origine des écomusées. Les pouvoirs publics cherchent à développer de nouvelles activités de remplacement dans ce qu'on appellera les parcs naturels régionaux. Une partie du parc sera consacrée à la découverte de la nature, une seconde partie, couverte, à la muséographie. Ces musées voient le jour au début des années 1970 et sont initialement placés sous la tutelle du ministère de l'Environnement tout nouvellement créé. Ainsi s'explique leur nom d'écomusée, la racine éco traduisant leur préoccupation écologique.⁵⁰ Les premiers verront le jour dans les parcs naturels régionaux des Landes de Gascogne, d'Armorique, des Cévennes puis de Camargue.⁵¹ Rapidement « la racine éco du mot écomusée va désigner aussi bien l'environnement social, urbain et industriel, que l'environnement

⁴⁷ Michel Rautenberg : *La rupture patrimoniale*, éditions A la croisée, 2003, p.115.

⁴⁸ Michel Rautenberg : *Revisiter les lieux et le temps : figures de la mémoire et du patrimoine*, Ruralia, 1998-2003, en ligne <http://ruralia.revues.org/documents75.html>. Consulté le 27 février 2007.

⁴⁹ Michel Rautenberg : *La rupture patrimoniale*, éditions A la croisée, 2003, p.155.

⁵⁰ Cf. intervention d'Octave Debary lors de l'émission de France Culture « La fabrique de l'histoire » du 30/01/07 consacrée aux écomusées.

⁵¹ Jean-Claude Duclos : *De l'écomusée au musée de société*, en ligne www.musee-dauphinois.fr - rubrique espace ressources, p. 8, consulté le 8/03/07.

naturel. »⁵² Ce glissement s'est élaboré avec la création d'un musée dans un contexte très différent, puisqu'il ne s'agit pas d'un parc naturel mais de la communauté du Creusot-Monceau, marquée par un siècle d'industrialisation.⁵³ Comme les autres écomusées, son objectif est de valoriser le patrimoine d'un territoire en y associant la population. Il a également une fonction sociale. En effet il est créé lorsque la famille Schneider quitte Le Creusot. Les Schneider sont les propriétaires depuis quatre générations des usines qui font vivre le territoire. Ils ouvrent leur première entreprise au Creusot en 1836 puis développeront leurs activités jusqu'à posséder toute la chaîne depuis l'extraction du fer jusqu'à la construction de produits finis (des locomotives par exemple). Ils feront également construire des écoles, l'hôpital et formeront la population rurale aux métiers de la métallurgie.⁵⁴ Avec leur départ, ce sont 130 années de paternalisme qui prennent fin. Même si les usines ne ferment pas (encore), la population n'en est pas moins affectée. Une partie de ses repères s'effondrent. Par ailleurs, à la même époque se constitue la communauté urbaine du Creusot-Monceau. Ce sont les deux préoccupations principales de la population qu'Hugues de Varine identifie lorsqu'il réfléchit avec Marcel Evrard à l'élaboration du projet⁵⁵.

Ce musée est précurseur puisque ce sera surtout à partir des années 1980 que les opérations de valorisation du patrimoine industriel se multiplieront en même temps que les fermetures d'usine et de mines. C'est d'ailleurs à cette époque que la notion de patrimoine industriel est officiellement reconnue. « De fait les années 1980 ont été marquées par un accord et un engagement sur un élargissement considérable de la notion du patrimoine, et la préservation d'une mémoire de l'industrie s'en est trouvée parmi les premiers bénéficiaires. »⁵⁶ En 1983 est créée une « cellule du patrimoine industriel » auprès de l'inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France, puis la Commission supérieure de Monuments historiques sera réorganisée pour prendre en compte le patrimoine technique et industriel.⁵⁷ Jean-Michel Léniard identifie la région Nord-Pas-de-Calais

⁵² Op. Cit. p. 9.

⁵³ Cf. Op. Cit.

⁵⁴ Octave Debary : *La fin du Creusot ou L'art d'accommoder les restes*, Paris, éditions du CTHS, 2002, p. 19-21.

⁵⁵ Cf. intervention d'Hugues de Varine lors de l'émission de France Culture « La fabrique de l'histoire » du 30/01/07 consacrée aux écomusées.

⁵⁶ Louis Bergeron : *L'âge industriel*, in Pierre Nora (sous la direction de) : *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1992, Tome III Les France, 3^{ème} partie de l'archive à l'emblème, p. 134.

⁵⁷ Op. Cit. P. 160.

comme novatrice dans le domaine au début des années 1980. La région «a reçu de plein fouet les effets négatifs des mutations économiques – chômage et fermetures d’usines –, et, de ce fait, s’est montrée pionnière dans l’identification et la mise en valeur du patrimoine industriel. » écrit-il⁵⁸. Il précise que l’arrivée de la gauche au pouvoir favorise cette évolution (le Premier ministre de 1981 à 1984 est Pierre Mauroy, un élu du Nord-Pas-de-Calais). L’heure est à une « interprétation marxiste » du rôle de ces nouveaux patrimoines : « le sens de l’histoire impose de conserver comme témoignage de la lutte des classes, puis de la victoire des classes laborieuses, le patrimoine du travail (...) », explique-t-il.⁵⁹ Ainsi ouvre en 1984 le Centre historique minier près de Douai à l’instigation des Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais et cofinancé par le ministère de la Culture, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et le conseil général du Nord. Cet écomusée est situé à l’emplacement de la fosse de Lewarde fermée en 1971, mais recueille du matériel et des documents de l’ensemble du bassin minier au fur et à mesure de leur fermeture pour devenir le plus grand musée de la mine en France.⁶⁰ D’autres écomusées vont voir le jour sur fond de crise économique. Ainsi l’écomusée de l’Avesnois – ou écomusée de la région de Fourmies-Trélon - présente sa première exposition en 1980. Sur ce territoire de la Région du Nord se sont développés à partir de 1850 notamment les industries textile et verrière dont les activités cesseront dans les années 1970.⁶¹ Là encore le rôle social du patrimoine est mis en avant. L’écomusée a « pour toile de fond une région qui s’inquiète de son identité à un moment où il lui faut se reconverter (...). Dans ce contexte, les responsables de l’écomusée se proposent d’aider la population à affronter les difficultés à partir d’une analyse critique de la situation, en remettant en marche les mémoires et les projets, en élaborant une représentation de ce qu’elle fut afin de mieux comprendre ce qu’elle est aujourd’hui. »⁶²

Dans les années 1990 une nouvelle forme de valorisation du patrimoine industrielle voit le jour toujours dans une dynamique sociale. Il s’agit de la ré-appropriation de friches industrielles à des fins généralement culturelles dans le but

⁵⁸ Jean-Michel Leniaud : *Les archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Fayard, 2002, p. 299.

⁵⁹ Op. Cit.

⁶⁰ Cf. site du centre historique minier de Lewarde : www.chm-lewarde.com/index2htm consulté le 21/03/07.

⁶¹ Cf. site de l’écomusée de l’Avesnois www.ecomusee-avesnois.fr/Frameset.aspx?page=quisommesnous/default.aspx consulté le 21/03/07.

⁶² Alain Morel : *Ecomusée de la région Fourmies-Trélon*, in Terrain, n°1, octobre 1983, en ligne <http://terrain.revues.org/document2789.html> consulté le 21/03/07.

de revitaliser un territoire souvent moribond. Ainsi la ville de Roubaix tente de se restructurer en misant essentiellement sur la valorisation de son patrimoine industriel. La ville spécialisée dans une activité unique, l'industrie lainière, a été ravagée par la crise du textile. Alors que de nombreux habitants quittent la ville, que le taux de chômage est très élevé, que les usines fermées se transforment en friches, la ville demande au ministère de la Culture un label 'ville d'art et d'histoire'. « Une demande qui peut paraître paradoxale quand on connaît l'histoire et la réputation de la cité »⁶³ Mais l'adjoint chargé de la culture justifie ainsi sa demande : « Sans doute toutes les catastrophes sont-elles encore possibles, mais Roubaix a une énergie incroyable, c'est la ville de tous les possibles. Elle est née de et pour l'industrie. Cette spécificité est palpable à chaque coin de rue, à chaque carrefour, dans chaque bâtiment. Nous ne devons pas renier ce passé industriel inscrit dans l'architecture de la ville, un patrimoine sans doute méconnu sur lequel nous devons nous appuyer pour rebondir. »⁶⁴ « Les nouvelles activités devront faire une large place à la culture sous toutes ces formes. »⁶⁵ Ainsi, par exemple, la piscine édiée en 1930 et fermée depuis 1986 est devenue un musée d'art et d'industrie. La piscine était un lieu mythique de la ville tombée à l'abandon. Construite à la demande d'un maire socialiste, elle était d' « un luxe considérable pour une population ouvrière qui vivait encore dans des courées à l'hygiène rudimentaire (...). La piscine était fréquentée par toutes les classes sociales de Roubaix. »⁶⁶ La filature de Motte Bossut est devenue le premier centre des archives du monde ouvrier. Une ancienne carrosserie est devenue une école, une autre usine, un hôtel d'entreprise.⁶⁷ L'usine de tissage Roussel accueille le Ballet du Nord⁶⁸ pour ne citer que quelques exemples de 'réappropriation' de lieux. L'édile a eu raison d'être audacieux, la ville obtient le label 'ville d'art et d'histoire' en 2001.⁶⁹ C'est la même logique qui a inspiré Christian Poitevin, élu à la culture de la ville de Marseille, lors de la reconversion en 1992 des anciennes manufactures de tabacs de Marseille en un lieu culturel appelé la « *Friche*

⁶³ Emmanuel de Roux : *Patrimoine industriel*, Paris, éditions du Patrimoine, 2000, p. 178.

⁶⁴ Cité d'après Op. Cit.

⁶⁵ Op. Cit. p. 182.

⁶⁶ Op. Cit. p. 183.

⁶⁷ Cf. Op. Cit. p. 184.

⁶⁸ Cf. Op. Cit. p. 188.

⁶⁹ Cf. www.ville-roubaix.fr:art-6-233-234-486-le-lebel-ville-dart-et-dhistoire.html, consulté le 21/03/07.

de *La Belle de Mai* » du nom du quartier. L'usine de la Seita qui s'étendait sur 45000 m² avait fermé ses portes en 1990.⁷⁰

1.2.3 Les travaux mémoriels lors d'une opération de renouvellement urbain s'inscrivent dans une continuité.

Le retour sur le passé a accompagné les populations lors de mutations économiques, de changement d'activités professionnelles. Aujourd'hui les travaux mémoriels s'inscrivent pour la plupart dans le cadre de la politique de la ville et de renouvellement urbain. Ils servent à « requalifier » des quartiers et s'inscrivent dans la continuité des politiques de valorisation du patrimoine. A une nouvelle difficulté paraît répondre une nouvelle façon de valoriser le patrimoine. C'est ainsi que semble l'analyser Claude Rouot résumant les évolutions des politiques de valorisation du patrimoine et s'interrogeant sur ces nouvelles formes : « Si l'on a pu assister dans un premier temps à de la mise valeur du patrimoine " monument historique " afin de " requalifier " certains lieux, urbains le plus souvent, et de " reconnaître " leurs habitants, on a, par la suite, avec les musées, les écomusées, les conservations in situ, les ré-utilisations de friches industrielles... élargi la notion de patrimoine, pris davantage en compte les populations, les usagers - comme on disait dans les écomusées - et leurs savoir-faire... aujourd'hui, on travaillerait davantage sur de l'évènementiel, de l'immatériel pour dans le sillage de la politique de la ville, accompagner les mutations urbaines ? »⁷¹ Face à une nouvelle situation – la remise en cause des grands ensembles et la démolition de tours et de barres – conduisant à des bouleversements pour les populations concernées, le recours à l'histoire semble une fois de plus pouvoir aider à l'accompagnement de ces changements. La démarche peut paraître paradoxale, les banlieues et leurs grands ensembles étant plutôt perçues comme des espaces récents sans passé. Ils se sont en outre peuplés par vagues successives de migration d'autres régions de France ou d'autres pays, peu propices à la transmission d'une mémoire. Mais c'est justement pour ces raisons que le retour sur l'histoire peu s'avérer d'autant plus nécessaire. Les habitants sont

⁷⁰ Cf. Patrick Dambron : *Patrimoine industriel et développement local*, Paris, éditions Jean Delaville, 2004, p. 99.

⁷¹ Claude Rouot : *Le programme pluriannuel de recherches " cultures, villes et dynamiques sociales "* In Mémoires urbaines et présent des villes. Programme interministériel de recherche Cultures Villes et dynamiques : La patrimonialisation et après ? P. 9.

en effet pour la plupart venus d'ailleurs et déracinés. S'ils avaient réussi à se reconstruire des repères, les opérations de réhabilitations urbaines surtout si elles comprennent des démolitions d'habitats risquent de bousculer ces repères.

La continuité est aussi perceptible dans les financements publics. Nous l'avons vu, les pouvoirs publics s'intéressent depuis longtemps à la valorisation du passé. Les travaux mémoriels dans le cadre de projet de renouvellement urbain peuvent obtenir des financements. Nous avons déjà évoqué en introduction l'article 17 de la convention de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) : « L'agence, en collaboration étroite avec les porteurs de projet et maîtres d'ouvrages concernés, s'attachera à promouvoir toutes les initiatives locales de productions et de réalisation filmographiques et photographiques dits : travaux de mémoire. (...) »⁷² Ils entrent aussi dans le cadre des financements de contrats de ville. Tel est le cas, par exemple, du projet de la ville de Pantin sur lequel nous reviendrons plus tard. Son financement s'est réparti de la façon suivante : Etat : 5 500 €, DRAC : 8 500 €, Ville : 18500 €, Département : 5 000 €, et pour l'édition, 16 000 € obtenus par un co-financement. Enfin, les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) qui ont succédé aux contrats de ville à partir du 1^{er} janvier 2007⁷³ prévoient aussi de financer ces projets. Les objectifs de l'Etat dans ces contrats sont relayés par les préfetures et mentionnent, parmi les « champs d'intervention transversaux », un point sur la « valorisation de la mémoire des habitants des quartiers dans le cadre de la rénovation urbaine. »⁷⁴

Les travaux mémoriels à l'occasion d'opérations de renouvellement urbain s'inscrivent dans une démarche des pouvoirs publics de valorisation du patrimoine pour accompagner des mutations sociales. La pérennité des financements publics pour ces actions atteste cette continuité.

⁷² Cf. document en annexe.

⁷³ Cf. www.cohesionsociale.gouv.fr/eclairage/une-politique-ville-renouvelee-contrat-urbain-cohesion-sociale-763.html consulté le 27/07/07.

⁷⁴ Cf. www.isere.pref.gouv.fr/sections/documents/gens_du_voyage/13_-_objectifs_de_l/view

Conclusion partielle

La multiplication des travaux mémoriels autour des projets de renouvellement urbain s'inscrit dans une tendance de notre société à chercher des repères dans le passé. Cette tendance se serait amorcée après la seconde guerre mondiale pour s'amplifier à partir du milieu des années 1970, les bouleversements économiques et politiques poussant à chercher un appui dans le souvenir du passé. Les pouvoirs publics ont suivi et encouragé le mouvement. Ils ont permis et incité le développement d'actions mémorielles en élargissant considérablement la notion de patrimoine et en décentralisant l'action culturelle. Par ailleurs, si les collectivités territoriales ont développé des actions mémorielles ce n'est pas seulement parce que le financement était facilité, mais aussi parce qu'elles y voyaient un intérêt. En effet elles attribuent à la valorisation du passé une fonction identitaire, permettant de renforcer l'attachement des habitants à un territoire. Le travail sur le passé est également souvent perçu comme un accompagnement social, particulièrement mis en oeuvre dans des périodes de transitions économiques et sociales. La multiplication des travaux mémoriels lors d'opération de renouvellement urbain s'inscrit dans la continuité de cette valorisation du passé par les pouvoirs publics en général et les collectivités territoriales en particulier.

Certains auteurs⁷⁵, comme Pierre Nora, cité au début de cette partie, regrette l'engouement pour le passé et les formes qu'il prend.⁷⁶ Il préférerait une conception plus classique (et peut-être élitiste) du patrimoine et regrette que le mot puisse désigner autre chose que des monuments de la culture reconnue comme tels par des experts et des scientifiques. « Très peu de souci de l'avenir, très peu de vrai politique de préservation et de transmission, mais une ruée vers le passé. »⁷⁷ écrit-il évoquant le succès de l'année du patrimoine. L'engouement pour le passé est synonyme selon lui de repli sur soi, « une plongée dans les profondeurs, une rentrée sur soi, une ressaisie des repères de proximité. »⁷⁸ D'autres auteurs sont moins

⁷⁵ Cf. Jacques Le Goff (sous la direction de) : *Patrimoines et passions identitaires*, Paris, Fayard, 1998, 445p.

⁷⁶ Cf. Pierre Nora : *l'ère de la commémoration*, in Pierre Nora (sous la direction de) : *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1992, Tome III Les France, 3^{ème} partie de l'archive à l'emblème, pp. 976-1012. Il est question de « boulimie commémorative », de « tyrannie de la mémoire » ou encore d'« avalanche ».

⁷⁷ Pierre Nora : *l'ère de la commémoration*, in Pierre Nora (sous la direction de) : *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1992, Tome III Les France, 3^{ème} partie de l'archive à l'emblème, p. 996.

⁷⁸ Op. Cit. p. 995.

sévères. Ainsi Michel Rautenberg explique : « On évoque régulièrement la 'prolifération' muséale et patrimoniale comme s'il s'agissait d'une maladie de la société, dénonçant tour à tour la folklorisation du patrimoine ou l'enfermement identitaire. (...) Il est loin d'être acquis que le patrimoine culturel soit mobilisé simplement comme substitut de la modernité, par idéalisation des rapports sociaux passés. On peut remarquer, au contraire, qu'il est souvent utilisé comme une ressource pour reconstruire le territoire, pour le penser, pour réanimer les liens sociaux, pour inscrire la société et l'économie locales dans une dynamique d'échanges culturels et marchands. »⁷⁹ Dans la même tonalité, l'élus à la culture de la ville de Nantes souligne qu'à l'échelle d'un territoire, le travail sur la mémoire n'est pas une fin en soi : « (...) si on a une obligation du souvenir, de la mémoire ou de l'histoire, nous avons en même temps une obligation de projet car je crois que nous ne pouvons pas nous enfermer totalement sur la mémoire. Souvenez-vous d'Andromaque enfermée dans la mémoire de son mari défunt qui ne voit plus le monde qu'à travers cette mémoire ce qui bloque évidemment complètement une future vision du monde. »⁸⁰ Faut-il regretter ou encourager ces opérations mémorielles ? L'hypothèse que nous émettons et que nous essaierons de vérifier dans la seconde partie est que ces opérations mémorielles sont conçues avec la volonté d'accompagner une population lors d'une mutation difficile.

⁷⁹ Michel Rautenberg : *La rupture patrimoniale*, éditions A la croisée, 2003, p.119.

⁸⁰ Yannick Guin : *Ouverture*, in *Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005*, les archives municipales de Nantes, 2007, p. 7.

2. Les opérations mémorielles sont conçues avec la volonté d'accompagner une population lors d'une mutation urbaine importante.

Introduction partielle

Comme nous l'avons vu, les pouvoirs publics s'intéressent depuis fort longtemps à la valorisation du passé, lui attribuant des fonctions identitaires et sociales. Dans un contexte récent d'accélération des opérations de rénovation urbaine dans les quartiers périphériques, s'accompagnant souvent de démolitions de tours ou de barres et toujours de déplacements délicats de population, les municipalités se lancent dans des travaux autour de la mémoire des habitants. Quels sont leurs objectifs ? Notre hypothèse est que ces opérations sont conçues avec la volonté d'accompagner ces populations qui doivent quitter leur logement et assistent à la métamorphose de leur quartier. Pour vérifier celle-ci, nous avons choisi d'étudier une action menée dans le quartier des Courtilières, à Pantin en banlieue parisienne. La ville a engagé un travail sur la mémoire des habitants et des lieux à l'occasion d'un projet de réhabilitation du quartier. La mesure phare de ce projet était la publication d'un ouvrage, écrit à partir de témoignages, de textes d'universitaires et de documents d'archives, sur lequel nous concentrerons notre analyse. Nous relaterons dans un premier temps les objectifs du projet tel que les porteurs de celui-ci les définissent. Puis nous confronterons ces objectifs aux réalisations à travers l'étude de l'ouvrage et le témoignage d'habitants du quartier. Le regard critique des porteurs du projet sur le rendu fait également partie de l'évaluation du projet.

2.1 Les objectifs des porteurs du projet

2.1.1 Le contexte : Pantin, un exemple choisi pour sa représentativité

Il nous paraissait intéressant de prendre un exemple plutôt pour sa représentativité que pour son originalité. La ville de Pantin a en effet connu un développement identique à bon nombre de villes périphériques et le quartier des Courtilières peut-être comparé à d'autres quartiers de La Courneuve, de Saint-Denis où d'ailleurs, où ont été construits des grands ensembles. « Les Courtilières portent les stigmates de toute l'histoire de la banlieue, d'abord industrielle puis désindustrialisée ; témoignent de l'histoire de la politique de l'immigration, depuis les années soixante jusqu'à nos jours en passant par le regroupement familial, les politiques successives de la ville. » décrit le journal *L'Humanité* dans un article récent.⁸¹

La construction du quartier des Courtilières à Pantin est typique de la construction des quartiers périphériques pour répondre à la pénurie de logement après la seconde guerre mondiale.⁸² A la suite de l'appel de l'abbé Pierre de l'hiver 1953-1954 le gouvernement engage un plan de construction de logements économiques. Ainsi commence en 1954 la construction à Pantin d'une cité d'urgence de 150 logements. Mais le projet global est de plus grande envergure. Entre 1954 et 1966 ce sont vingt-trois tours, en forme d'étoile à trois branches à treize niveaux habitables⁸³, six bâtiments en équerre à cinq niveaux habitables, deux bâtiments de 153 logements Logécos, ainsi qu'un long bâtiment sinueux de 1060 mètres, appelé le Serpentin, qui sortent de terre.⁸⁴ L'évolution du quartier est, elle aussi, symptomatique ; l'habitat vieillit mal et les locataires changent. Des dégradations apparaissent rapidement – des fissures et des infiltrations d'eau notamment - dues à des défauts de fabrication. Dans les années 1980 de lourds travaux sont réalisés pour réhabiliter les tours, mais le Serpentin ne connaîtra que quelques travaux de moindre importance. Les premiers locataires sont surtout des mal-logés de Paris, de

⁸¹ Marie-José Sirach : *Ici, la politique n'est pas en terre étrangère*, in *L'Humanité*, le 5 avril 2007, consulté en ligne le 13/04/07 www.humanite.presse.fr:popup_print.php?id_article=849069.

⁸² Sur la construction des quartiers périphériques après guerre voir José Cubero : *L'émergence des banlieues. Au cœur de la fracture sociale*, éditions Privat, 2002, pp. 15-33.

⁸³ Neufs dites 'tours bleues', sept au lieu dit Les Fonds d'Eaubonne et sept dites 'tours rouges' sur l'emplacement de la cité d'urgence alors détruite.

⁸⁴ Geneviève Michel et Pierre-Jacques Derainne : *Aux Courtilières, histoires singulières et exemplaires*, éditions Créaphis, Paris, 2005, p.18-21.

Pantin ou encore d'autres communes voisines et dans une moindre mesure de la France d'Outre-mer ou du Maghreb. Ce sont surtout des ouvriers et des employés, mais il y a aussi des cadres et des professions libérales. Cependant dans les années 1970, les classes moyennes et les cadres quittent les Courtilières. Ce phénomène s'observe dans toutes les cités. Il est dû, entre autres, à des mesures étatiques en faveur de l'accession à la propriété. Les nouveaux locataires sont pour la plupart des familles mal-logées, souvent immigrées. Mais c'est aussi l'époque de la désindustrialisation et le chômage fait son apparition. Les conditions de vie se détériorent. Les commerces ferment. La consommation de drogues dures, puis plus tard l'épidémie de sida affectent notamment les jeunes de la cité.⁸⁵ La municipalité tente d'apporter des solutions. Ainsi « En période de dépression économique, l'activité municipale s'est toujours renforcée, déconcentrée et sectorisée. Comme lors de la crise des années trente, les municipalités s'efforcent d'accompagner le développement urbain et démographique de leur territoire. Les grands ensembles deviennent alors leur principal lieu d'intervention. »⁸⁶ décrit l'historien et spécialiste des politiques publiques en banlieue parisienne, Emmanuel Bellanger, commentant la politique municipale de Pantin à partir de la fin des années 70. Au cours des années 1980 la ville agrandit le centre de santé, ouvre une mairie annexe et aménage un square à la place d'un bâtiment démolit. Puis dans les années 1990 une maison de quartier accueillant une mairie annexe, une bibliothèque, une halte-jeu, le CCAS et plusieurs associations est construite et la rénovation du collège amorcée. Enfin à l'horizon 2000 se dessine un projet d'envergure de réhabilitation du Serpentin qui jusqu'alors n'était pas la propriété de Pantin mais de la ville de Paris.⁸⁷ Le projet de réhabilitation est voté par le conseil municipal en 2001. Il évoluera quelque peu pour finalement inclure, pour ce qui concerne l'habitat, à la fois des démolitions et des rénovations de logements. Tous les appartements du serpentins sont concernés (environ 800). La plupart seront rénovés et deux pans seront démolis pour permettre des ouvertures. Les appartements de la place du marché seront eux tous démolis. Le chantier est colossal. Décidé en 2001, les travaux ont commencé en 2006 et

⁸⁵ Cf. op. Cit. p. 21-23.

⁸⁶ Emmanuel Bellanger : *Pantin, mémoire de ville, mémoire de « communaux ». XIX^e et XX^e siècle*, Archives municipales de Pantin, 2001, p. 142.

⁸⁷ Geneviève Michel et Pierre-Jacques Derainne : *Aux Courtilières, histoires singulières et exemplaires*, éditions Créaphis, Paris, 2005, p.23.

devraient se terminer en 2011.⁸⁸ Ils impliquent le déménagement et relogement de tous les habitants, dont certains verront leur ancienne adresse disparaître.

La ville de Pantin va alors initier un travail mémoriel. La rencontre avec les différents porteurs⁸⁹ de ce projet nous renseigne sur l'objectif de la démarche, et nous permet de voir, si comme nous le présumons, il s'agit d'accompagner la population et comment cela se traduit concrètement. En quoi ce travail sur la mémoire du quartier peut-elle aider la population ?

2.1.2 Le projet et ses objectifs vus par le principal porteur du projet

Madame Geneviève Michel, directrice des archives municipales de Pantin se voit chargée par la directrice générale des services, madame Andrianasolo, de réfléchir à un travail d'accompagnement de cette réhabilitation. Il s'agit d'une commande orale qui ne sera pas mise noir sur blanc.⁹⁰

Mais que signifie concrètement accompagner la population ? Interrogée sur les objectifs du projet, Geneviève Michel explique. L'objectif était de « rendre experts les habitants dans la compréhension de leur quartier ». Le premier objectif exprimé est alors de transmettre des connaissances, comme Geneviève Michel le précise. Le quartier des Courtilières est un quartier éloigné du centre. Le premier enjeu était de rattacher le quartier au centre, ensuite de le rattacher à la longue durée, c'est-à-dire, d'inscrire l'histoire des Courtilières dans l'histoire plus ancienne, puis de valoriser l'architecture. Comment la mémoire peut-elle remplir ces objectifs ? La connaissance de l'histoire de Pantin peut par exemple permettre de resituer le quartier des Courtilières par rapport au centre ville. L'histoire plus ancienne peut l'inscrire dans la longue durée. Il existe en effet un fameux site archéologique – site dit de la vache à l'Aise – tout proche des Courtilières. L'architecture peut, de son côté, être valorisée si elle est expliquée et si l'on sait que Le Serpentin est l'œuvre d'un architecte connu : Emile Aillaud. Un des leviers choisis pour accompagner la population est donc la mémoire en tant que participant à une meilleure connaissance de l'histoire du

⁸⁸ <http://www.ville-pantin.fr/urbanisme/les-grands-projets-urbains/les-courtilieres/> consulté le 3/08/07.

⁸⁹ Des entretiens ont été réalisés avec Geneviève Michel, directrice des archives municipales en charge du projet, Pierre-Jacques Derainne, historien, co-auteur du livre réalisé, Bertrand Kern, maire de Pantin.

⁹⁰ Les propos de Geneviève Michel s'appuient sur son intervention lors de la Table ronde : « collecter la mémoire des habitants : démarche historique ou sociale ? » le mardi 7 février 2007 à la Plaine-Saint-Denis, ainsi que sur l'entretien qu'elle m'a accordé le 12 mars 2007. Nous n'avons pu rencontrer madame Andrianasolo parce qu'elle ne travaille plus à la ville de Pantin.

quartier. « Pour moi la mémoire est une source de connaissance et mon travail consiste à mettre à disposition la mémoire, les archives pour que l'on puisse comprendre. », explique d'ailleurs Geneviève Michel.

Le deuxième objectif qui ressort de l'entretien avec Geneviève Michel est la participation des habitants. Afin que la population s'approprie cette mémoire, la démarche choisie repose en effet sur la participation des habitants. Il ne s'agit pas de donner des cours magistraux aux habitants sur l'histoire de leur quartier mais que chacun apporte sa pierre à l'édifice. On peut effectivement penser que si les habitants participent à l'écriture de la mémoire de leur quartier, ils seront plus investis et plus intéressés que si on les invite à écouter passivement des conférences sur le sujet. Afin de transmettre et de réunir des connaissances des ateliers scolaires, un premier travail de collecte de témoignages et des ateliers collectifs sont mis en place. La restitution de ces travaux avait lieu sur des panneaux, au centre social dans la mairie annexe. Le but recherché était un échange à partir de ces travaux.

Mais l'entreprise rencontre plusieurs difficultés. Le projet devait être porté par le service des archives pour moitié et la régie de quartier pour l'autre moitié. Or la régie de quartier a connu des problèmes internes : un changement de direction et le manque de moyens humains l'ont empêché de mener le projet à bien. Parallèlement le projet urbain évolue. Alors qu'il ne devait au départ n'être qu'une opération de réhabilitation, le projet comprendra la démolition de logements. Par deux endroits, des ouvertures seront faites dans le Serpentin et les logements de la place du marché seront détruits. Les moyens humains diminuent tandis que le projet de réhabilitation se complique. Les objectifs restent sensiblement les mêmes mais en intégrant la démolition. « Quand il y a une destruction, c'est parce qu'on pense que les bâtiments ne sont pas acceptables. Ce jugement de valeur sur le bâti peut se refléter sur les gens, ils peuvent se sentir blessés. » explique Geneviève Michel. Il s'agissait donc « (...) à un moment où il y a une mutation, de mettre en valeur les habitants. ». Un nouvel objectif se dessine alors : valoriser la population. Au-delà de la mémoire comme connaissance du passé, le travail mémoriel est identifié comme un outil pour valoriser les habitants. « La mémoire a une fonction sociale indéniable. C'est une réponse à une demande de parler, de se remettre au centre, d'exister comme individu. C'est un alibi pour échanger. Alibi, parce qu'ils ne viennent pas pour parler mais pour témoigner. C'est aussi valorisant. »

En filigrane transparaît aussi l'intention d'aller contre une certaine vision de la cité, de banaliser le quartier des Courtilières. « L'idée était également de montrer que les mémoires sont des parcours individuels. Comme pour chaque parcours, il y a du bien et du moins bien. Ce sont des parcours aussi personnels, tout n'est pas lié au quartier. », explique Geneviève Michel. En d'autre terme, les témoignages, dans leur diversité, peuvent démontrer que le quartier des Courtilières n'est ni meilleur ni pire qu'un autre quartier. Les parcours n'y sont pas homogènes.

Afin de restituer le travail mémoriel, l'idée a d'abord été envisagée de monter un spectacle vivant mais elle est abandonnée faute de moyens. Le service des archives propose de travailler à la réalisation d'un livre à partir de témoignages d'habitants. C'est donc finalement la réalisation d'un livre qui sera l'élément clé de la restitution. Ce dernier, élaboré à partir de témoignages d'habitants mais aussi de documents historiques et d'articles savants de contextualisation, est le moyen choisi pour remplir les quatre objectifs annoncés :

- transmettre une connaissance historique permettant de mieux estimer le quartier,
- faire participer les habitants et favoriser les échanges,
- valoriser les habitants,
- banaliser l'image du quartier.

2.1.3 Le discours des élus

Du côté des élus, les objectifs annoncés sont similaires. Le Maire de Pantin et son adjointe à la culture nous renseignent dans l'avant-propos ouvrant l'ouvrage sur les motivations de l'institution à réaliser ce travail. D'emblée l'ouvrage est situé dans le cadre de l'évolution de la ville : « Pantin change »⁹¹ annonce la première phrase. Le livre semble dans ce contexte, vouloir accompagner la population dans le changement. Monsieur Bertrand Kern, Maire de Pantin, réaffirme lors de l'entretien⁹² qu'il nous a accordé cette volonté d'accompagnement : « Quand on démolit des logements, quand des quartiers disparaissent, les gens sont souvent tristes même s'ils ne nient pas qu'ils sont dégradés, mais c'est une part de leurs souvenirs qui

⁹¹ Geneviève Michel et Pierre-Jacques Derainne : *Aux Courtilières, histoires singulières et exemplaires*, éditions Créaphis, Paris, 2005, p. 5.

⁹² Entretien avec Bertrand Kern, le 17/07/07.

disparaît. Nous voulions accompagner cela. ». Comment la mémoire peut-elle aider la population ? Pour les élus, la transmission de connaissances aide à préparer l'avenir. Leur conception de la mémoire n'est pas nostalgique, tournée vers le passé. Il s'agit au contraire de recueillir une mémoire pour aider à appréhender l'avenir. A trois reprises le lien entre le passé et le futur est souligné : il est question d' « héritage aux générations suivantes », puis « la parole de ces hommes et de ces femmes » est qualifiée de « véritable patrimoine qui ne fait pas que nous documenter sur ce qui fut mais nous permet de construire ce qui sera »⁹³ et, enfin, le livre est réalisé « afin que ceux qui y (aux Courtilières) vivront demain connaissent et ressentent la force de leurs racines »⁹⁴. L'objectif est d'apporter des connaissances. Il s'agissait, précis Bertrand Kern, de faire un ouvrage où toutes les mémoires sont représentées, un livre qui garde la trace des différentes vagues de population du quartier. De fait, les témoignages dans l'ouvrage sont classés par ordre d'arrivée aux Courtilières et illustrent ainsi l'arrivée sur le quartier d'habitants d'origines sociales et géographiques différentes selon les époques. Pour Bertrand Kern, il est important que l'on n'oublie pas les débuts du quartier, l'époque où la place du marché – qui va être démolie aujourd'hui – était animée par les commerces, ni l'époque d'avant la réhabilitation, où, au contraire, tous les commerces à l'exception de la pharmacie et d'une épicerie ont fermé. Il pense et espère que ce souvenir aidera à reconstruire une bonne atmosphère dans le quartier. Le maire croit alors que la connaissance du passé peut servir dans la reconstruction du quartier. En l'occurrence, il semble d'avis que si l'on se souvient des jours heureux du quartier, on sera capable de d'imaginer que c'est à nouveau possible, même si la situation actuelle est différente. Puis si on expose les causes des dégradations, cela peut être un moyen de ne pas les répéter.

Mais, s'il est question de transmission des mémoires, les élus semblent d'avantage insister sur la valorisation des habitants. « Cette transformation sans précédent ne saurait se faire en laissant de côté l'histoire de ceux et celles qui ont vécu là et qui laissent en héritage aux générations suivantes bien autre chose que des immeubles ou un parc. », ⁹⁵ écrivent les édiles. Ils insistent alors sur l'importance de transmettre la mémoire du quartier. Mais c'est aussi une façon de placer les habitants au centre du projet, de les impliquer et de les valoriser, puisque dans leur

⁹³ Op. Cit.

⁹⁴ Op. Cit.

⁹⁵ Op. Cit.

formulation, la mémoire des habitants est jugée indispensable à la réussite du projet et plus importante que des habitations et un cadre de vie. Ils le précisent d'ailleurs en ajoutant qu'il s'agissait également de « rendre hommage à ces habitants qui ont fait vivre le territoire des Courtilières »⁹⁶. L'objectif est d'affirmer une marque d'estime, un témoignage de respect envers les habitants des quartiers qui vont être réhabilités, de les valoriser. Bertrand Kern met effectivement l'accent sur la participation des habitants. Il était impossible de se lancer dans un projet d'une telle envergure sans l'aval de la population : « On ne fait pas le bonheur des gens contre leur volonté. », dit-il. Aussi a-t-il organisé autour du projet de réhabilitation du quartier des Courtilières, des consultations avec les habitants. A partir de ces rencontres, dix-neuf points ont été mis noir sur blanc reprenant les demandes de la population et les engagements de la ville. Le projet de réhabilitation des Courtilières n'a d'ailleurs pas rencontré d'opposition majeure, selon le maire. Peut-être en partie grâce au travail réalisé, mais le maire estime que le projet de réhabilitation n'étant pas terminé, il est trop tôt pour juger. Il pense cependant que le livre a eu « un rôle apaisant ».

Interrogé sur l'image des Courtilières véhiculée dans les médias et le rôle éventuel de l'ouvrage pour banaliser le quartier, Bertrand Kern approuve : « Je suis pour toutes les initiatives que nous pouvons avoir pour que les journalistes – tous médias confondus – arrêtent de venir dans le département uniquement quand ça va mal. »

L'objectif des élus est d'accompagner la population alors que se dessine le projet de réhabilitation. Ils pensent que le travail mémoriel peut apporter une connaissance qui aidera la population à appréhender l'avenir. Ils expriment également leur volonté de valoriser les habitants du quartier en les mettant au centre du projet et leur donnant la parole. Enfin, le maire soutient toutes les actions qui peuvent véhiculer une image moins négative du quartier que ne le font les médias habituellement.

⁹⁶ Geneviève Michel et Pierre-Jacques Derainne : *Aux Courtilières, histoires singulières et exemplaires*, éditions Créaphis, Paris, 2005, p. 5.

2.1.4 Le regard de l'historien

Pour récolter les témoignages et co-rédiger le livre, la ville de Pantin a recruté un historien, Pierre-Jacques Derainne. Son témoignage est intéressant dans la mesure où il est à la fois porteur du projet et extérieur à la ville de Pantin.

Interrogé sur les objectifs, Pierre-Jacques Derainne donne des réponses proches des autres porteurs du projet, laissant penser que les missions définies lors de son recrutement étaient claires. Pour l'historien, le travail mémoriel devait servir à « Créer du sens, de la compréhension du lieu, une compréhension historique qui aidera à une compréhension du présent ; valoriser l'image du quartier, des cités, des lieux et donc des gens qui y vivent ; remobiliser : donner envie de participer à quelque chose ; créer des liens. » On retrouve dans cette énumération trois des objectifs énoncés par Geneviève Michel. Il s'agit d'apporter des connaissances historiques qui aideront à mieux comprendre le présent, de valoriser les habitants et enfin de les impliquer dans le projet. Interrogé sur le rôle de l'historien, il précise la finalité de l'ouvrage en intégrant l'aspect politique. L'historien apporte « la contextualisation » et « la comparaison » : « Il s'agissait de croiser l'histoire de vie des gens avec l'histoire des Courtilières, et non de faire uniquement des récits de vie ou uniquement l'histoire des Courtilières. La dimension historique apparaît dans le livre avec les notes, l'introduction. Mais ce n'est pas une écriture historique. » précise-t-il. Si la méthode fait appel à la formation universitaire, Pierre-Jacques Derainne insiste : « Ce ne sont pas des travaux universitaires. Je les appelle des projets à caractère social. Il ne faut pas tout mélanger. Il ne s'agit pas d'un travail critique. » La finalité de l'ouvrage n'est donc pas historique mais sociale. « Les collectivités sont dans l'immédiateté. Le projet réalisé doit aussi légitimer le travail de la collectivité. Il doit servir aux gens. » C'est ainsi qu'il comprend le projet. Il va de soi que le but n'est pas de montrer les côtés les plus sombres d'un quartier. Si des sujets comme la drogue qui a fait des ravages dans les années 80 sont évoqués, ils ne seront pas développés. « On a aussi envie de sortir des stéréotypes véhiculés sur la banlieue. », ajoute l'historien. La volonté de donner une image différente du quartier que celle véhiculée habituellement déjà exprimée par Geneviève Michel est présente pour Pierre-Jacques Derainne également.

L'objectif annoncé est effectivement d'accompagner les habitants alors que la ville engage une opération de réhabilitation importante comprenant des démolitions. Comment un travail autour de la mémoire peut-il accompagner la population ? Il peut apporter des connaissances historiques sur le quartier permettant de mieux le comprendre et l'estimer. Il peut être l'occasion d'une participation des habitants en faisant appel à leurs témoignages pour écrire l'histoire du quartier. Le travail mémoriel peut aussi être un outil de valorisation de la population. En effet demander aux habitants de témoigner les met en valeur. On leur signifie que leurs paroles et leurs parcours intéressent la ville. Il permet également de banaliser l'image du quartier. Il s'agit désormais de confronter ces objectifs aux réalisations. Nous étudierons l'ouvrage réalisé par rapport aux objectifs, puis évoquerons l'avis d'habitants que nous avons rencontrés ayant participé ou lu le livre. Enfin l'autocritique des porteurs du projet étaiera notre argumentation.

2.2 Les objectifs se retrouvent-ils dans la réalisation ?

2.2.1 Le livre : la forme, le fond

Le choix du mode de restitution renseigne sur la volonté des auteurs. Le support, le format, la qualité de la présentation et des matériaux sont autant d'indicateurs.

Comme le souligne Pierre-Jacques Derainne, le choix de faire un livre n'est pas anodin : « Il y a une dimension symbolique très importante. D'un côté, il y a le projet, de l'autre le rendu : un livre. Le livre est un objet de valeur. » témoigne-t-il. Le livre est en effet le symbole du savoir. De ce fait, le choix de faire un livre est en adéquation avec la volonté de mettre en valeur les lieux et les personnes qui y vivent.

De plus le livre sur les Courtilières n'est pas un livre banal. Il se distingue par son format non classique, presque carré, annonçant un bel ouvrage de la catégorie des livres illustrés sur l'art ou l'architecture. De fait l'éditeur, Créaphis, revendique un certain prestige. « La maison Créaphis trouve son identité dans le domaine de l'édition culturelle et scientifique. »⁹⁷ explique le diffuseur de l'éditeur. Il poursuit :

⁹⁷ www.inextensodiffusion.com/f/editeur.php?editeur_id=2, consulté le 8/05/2007.

« Les livres d'histoire composent la plus grande partie du fonds. Ces travaux de recherche inédits, scientifiques, sont souvent issus d'actes de colloques, de séminaires de recherche, de thèses d'université. La discipline histoire est entendue ici au sens le plus large. Histoire politique et sociale ; histoire urbaine (évolution des formes de la ville et des banlieues ; histoire des manières d'habiter) ; histoire de l'art ; histoire des métiers et des techniques ; histoire anthropologique et histoire des représentations sont autant de champs disciplinaires explorés. »⁹⁸ Là encore de la collection et de l'éditeur est cohérent avec la volonté de marquer de l'estime aux habitants des Courtilières.

La couverture est, dans la même tonalité, un épais papier glacé avec deux rabats. Elle représente une photo couleur récente du quartier des Courtilières montrant au premier plan des jardins ouvriers et au second plan les immeubles d'habitation par une belle journée printanière (des tulipes sont en fleur). L'intérieur de la couverture se compose de deux plans expliquant la cité avant et après la réhabilitation et de deux rabats montrant le portrait en noir et blanc d'une femme. Ce pourrait être un livre d'architecture, mais le portrait de femme donne immédiatement une orientation nouvelle, il met en avant l'humain, le livre semble vouloir parler de la cité et de ses habitants.

Le titre « aux Courtilières » accompagné de son sous-titre « histoires singulières et exemplaires » confirme cette impression. L'emploi du pluriel « histoires singulières et exemplaires » indique que l'élément central de l'ouvrage ne sera pas l'histoire architecturale d'un quartier mais des trajectoires humaines dans ce quartier. Le titre joue également sur les couleurs. « aux Courtilières » est écrit en rouge tandis que le sous-titre est en blanc. Les deux couleurs tranchent certes sur le bleu du ciel de la photo, mais le choix du rouge, qui n'est pas l'encre la plus lisible, n'est pas sans rappeler l'orientation politique de la ville, Pantin est une ville traditionnellement de gauche, longtemps communiste et, depuis 2001, socialiste. La couleur rouge évocatrice associée à la photo d'immeubles modestes donnent à penser qu'il sera question d'une approche sociale des lieux et par conséquent des habitants. Enfin, le titre ne débute pas par une majuscule comme le voudrait l'usage mais est écrit tout en minuscules. Cette marque de non-conformisme veut sans doute donner une impression de modernité. L'ouvrage traite de la mémoire mais ne se montre pas

⁹⁸ Op. Cit.

passéiste. Ce détail renvoie à la volonté des élus d'inscrire le travail mémoriel dans l'avenir.

Le livre, dans sa forme, est cohérent avec l'objectif des porteurs du projet de valoriser un territoire et ses habitants. Le format, la qualité des matériaux, l'éditeur choisis sont autant de signes montrant la volonté de faire un ouvrage respectueux, valorisant un territoire et les gens qui y vivent. Les illustrations, le titre et la symbolique des couleurs placent l'humain, en l'occurrence les habitants, au cœur du projet.

Sur le fond l'ouvrage traduit aussi cette volonté de témoigner de l'estime à la population. Comme nous allons le voir, c'est un livre sérieux et respectueux dont la population peut être fière.

De fait il affiche le sérieux d'un ouvrage scientifique. Il est structuré et comporte des éléments de composition d'un ouvrage scientifique : une table des matières, un lexique, une description de la méthode. Les témoignages des habitants sont resitués dans un contexte. En introduction le livre retrace l'histoire du site des Courtilières et présente l'architecte Emile Aillaud, auteur du Serpentin. Le projet de rénovation du quartier est également exposé. Comme dans un ouvrage scientifique le propos est étayé. Des documents d'archives sont utilisés. Deux articles publiés en 1960 par *Le Parisien* et la revue *Masses ouvrières* sur le quartier des Courtilières sont reproduits intégralement et permettent une mise en perspective. Enfin des notes expliquent et contextualisent le propos. La qualité des auteurs apporte également une caution au sérieux de l'ouvrage. Pierre-Jacques Derainne est docteur en histoire et chercheur. De plus il a participé à d'autres projets autour de la mémoire des quartiers.⁹⁹ Geneviève Michel est conservatrice du patrimoine et directrice des archives municipales de Pantin. L'ouvrage est également préfacé par un sociologue au CNRS, chercheur à Institut Parisien de Recherche : Architecture, Urbanisme, Société (IPRAUS), Jean-Michel Léger. Par ailleurs, nous savons que le travail n'a

⁹⁹ Pierre-Jacques Derainne est membre de l'association *Trajectoires*. A l'origine de celle-ci se trouve un petit groupe de personnes (dont Pierre-Jacques Derainne) ayant travaillé ensemble à une bibliographie sur l'histoire des étrangers. Suite à ce travail, certains ont été contactés pour donner des conseils sur des projets de mémoire. Plutôt que de répondre individuellement et constatant qu'un besoin existait, ils ont créé *Trajectoires* comme une structure d'aide à ces projets. En dehors de ses missions d'accompagnement, *Trajectoires* a développé ses propres projets mémoriels et a également organisé des rencontres entre différents acteurs de projets mémoriels : chercheurs, archivistes, associatifs ou individus.

pas été bâclé, ce qui participe aussi au sérieux de l'ouvrage. Pierre-Jacques Derainne a consacré six mois, de septembre 2003 à mars 2004 à la collecte de témoignages. Le texte final a été livré en septembre 2004 à l'éditeur. Enfin, le sérieux du livre transparaît dans l'honnêteté intellectuelle des auteurs. En effet, si le livre emprunte beaucoup à la rigueur scientifique, il ne s'agit pas d'un livre scientifique. Les auteurs eux-mêmes, s'en défendent : « Cette action n'est pas une étude scientifique. Animée par le service archives-patrimoine de la ville de Pantin autour de l'histoire du lieu et de ses habitants, elle accompagne un projet de réhabilitation et vise à favoriser l'implication de ces derniers. » écrivent-ils¹⁰⁰. L'objectif n'est donc pas de réaliser un ouvrage critique. Mais, comme ils le démontrent tout au long de l'ouvrage, cela n'empêche pas la rigueur intellectuelle. D'ailleurs le fait de présenter sincèrement les objectifs en atteste et permet d'écarter toute confusion des genres.

L'ouvrage est réfléchi, construit selon la rigueur scientifique et peut de ce fait procurer un sentiment de fierté aux personnes qui y ont participé. Il est aussi respectueux des témoins qui ont participé à son élaboration.

Les auteurs se sont en effet appliqués à respecter la parole des témoins tout en adaptant parfois la forme. Il est en effet toujours délicat de reproduire à l'écrit des témoignages collectés oralement. Les textes ont été relus et validés par les intéressés avant d'être publiés.

Le respect des témoins passe aussi par le traitement de l'information récoltée. Beaucoup des informations et du matériel réunis pendant ce travail de terrain ne figurent pas dans le livre. Cent dix-huit habitants ont en effet été interviewés, les habitants ont prêté ou donné des documents personnels, beaucoup de photos ont été prises. Mais l'intégralité est consultable au service des archives.¹⁰¹ C'est un élément important pour les personnes qui ont témoigné. Leur parole, leurs documents, même s'ils ne figurent pas dans le livre ne sont pas perdus, mais, au contraire, considérés comme dignes d'être conservés au service des archives municipales. Ils constituent un matériau renseignant sur « la vie familiale et

¹⁰⁰ Op. Cit. p. 247.

¹⁰¹ Cf. Geneviève Michel et Pierre-Jacques Derainne : *Aux Courtillères, histoires singulières et exemplaires*, éditions Créaphis, Paris, 2005, p. 247,248 et les entretiens avec les auteurs.

domestique, le logement, la vie professionnelle, les relations sociales (...) l'intérieur des appartements (...) »¹⁰² et qui pourra servir à des chercheurs.

L'ouvrage est sérieux et respectueux et répond en ce sens à la volonté de marquer de l'estime à la population. Mais le contenu du livre répond aussi à l'objectif d'apporter des connaissances historiques. Un article intitulé « repères historiques »¹⁰³ retrace l'histoire des Courtilières depuis les premières traces de vie sur le site au Vè siècle avant notre ère. On y apprend que des fouilles archéologiques ont lieu depuis le début des années 90 et qu'un important village gaulois est étudié. Puis c'est l'histoire plus récente du quartier et la construction de la cité qui est expliquée. L'objectif des auteurs semble, tel que Geneviève Michel l'avait décrit, avoir été de donner des repères afin que les habitants puissent situer le quartier dans le long terme et dans la construction plus récente de la ville. Un autre article écrit par l'urbaniste Philippe Panerai retrace la carrière d'Emile Aillaud.¹⁰⁴ Il met en avant la singularité de l'architecte, le décrit comme un précurseur des formes et des couleurs. Exemples à l'appui, il démontre son originalité, qu'il voit surtout « dans le paysage offert aux habitants, dans le vis-à-vis des logements et des arbres, dans les lumières (...) »¹⁰⁵. Il est vrai que le Serpentin est entouré d'un parc de quatre hectares qui, d'après les témoignages, a ravi tous les habitants lorsqu'ils ont pour la première fois découvert le quartier. La volonté de l'architecte était d'offrir des espaces différenciés, ce qui resitué dans le contexte de la construction des grands ensembles était original. De fait, le Serpentin ayant une forme courbe, tous les habitants n'ont pas la même perspective. Contrairement aux quartiers populaires de la capitale dont était issu la plupart des habitants, les vis-à-vis sont très éloignés. Geneviève Michel souhaitait mettre en valeur l'architecture. Connaître le contexte de la construction et la volonté de l'architecte donne à voir le bâtiment autrement, et le rend effectivement plus intéressant. Les témoignages sont, eux aussi, source d'enseignements. Ils sont classés par ordre d'arrivée aux Courtilières depuis les habitants les plus anciens jusqu'à ceux arrivés plus récemment. C'est une façon d'illustrer les différentes phases de population du quartier. Les témoignages

¹⁰² Op. Cit. p. 248

¹⁰³ Geneviève Michel et Pierre-Jacques Derainne : *Aux Courtilières, histoires singulières et exemplaires*, éditions Créaphis, Paris, 2005, p.17-24.

¹⁰⁴ Op. Cit. p. 11-15.

¹⁰⁵ Op. Cit. p.14.

renseignent sur les origines sociales et géographiques des habitants mais aussi sur la vie sociale du quartier et son évolution qui est décrite : les commerces, l'école, l'engagement associatif ou politique, les conditions de logement au fil du temps.

Les témoignages sont aussi, comme le souhaitaient les porteurs du projet, l'occasion de montrer que le quartier ne correspond pas forcément à l'image que l'on peut s'en faire à travers les médias ou les idées reçues. Les trajectoires sont diverses. On peut y lire le témoignage de Madeleine, une technicienne de laboratoire à la retraite, venue s'installée avec son mari, employé d'édition dès 1958 alors que les travaux n'étaient pas terminés. Leur logement parisien était trop petit pour leurs quatre enfants. Elle a élevé ses enfants aux Courtilières et y vit toujours.¹⁰⁶ Viviane, elle, est arrivée enfant aux Courtilières en 1959 avec ces cinq frères et sœurs, également parce que sa famille était trop petitement logée auparavant. Elle y raconte son enfance heureuse avec les autres enfants de la cité dans une ambiance chaleureuse et solidaire, mais évoque aussi la dégradation du quartier dans les années 1980, l'apparition de la drogue et les ravages du sida.¹⁰⁷ Ginette et son mari ont été pendant quatorze ans professeur d'éducation physique aux Courtilières,¹⁰⁸ Jeannine coiffeuse sur la place du marché entre 1971 et 1999.¹⁰⁹ Mohammed arrive du Maroc en 1964 pour travailler chez Simca. Il obtient un appartement aux Courtilières en 1973, ce qui permet à son épouse de le rejoindre.¹¹⁰ etc.

Le titre de l'ouvrage « *Aux Courtilières, histoires singulières et exemplaires* » résume à lui seul la triple volonté de l'ouvrage : renseigner sur la mémoire du quartier, le banaliser et le valoriser. Le titre annonce en effet que l'on va nous conter des histoires du quartier des Courtilières, le livre apporte alors des éléments d'information sur l'histoire de ce quartier. Ces histoires sont qualifiées de « singulières et exemplaires ». La polysémie des termes permet une compréhension multiple. Les histoires sont singulières, c'est-à-dire uniques, elles n'appartiennent qu'à leurs auteurs. En même temps elles sont exemplaires c'est-à-dire représentatives et pourraient avoir lieu dans d'autres quartiers. Ainsi le titre peut illustrer la volonté de banaliser le quartier des Courtilières. Mais les adjectifs singulier et exemplaire peuvent aussi être compris dans un sens valorisant. Singulier

¹⁰⁶ Cf. Op. Cit. p. 37-43.

¹⁰⁷ Cf. Op. Cit. p. 63-69.

¹⁰⁸ Cf. Op. Cit. p. 116-123.

¹⁰⁹ Cf. Op. Cit. p. 143-149.

¹¹⁰ Cf. Op. Cit. p.164-169.

peut signifier unique, extraordinaire, et exemplaire, à montrer en exemple. Le titre, lu de cette façon, exprime alors la volonté de valoriser le quartier et ses habitants, en soulignant que leurs mémoires sont hors du commun et enrichissantes.

Le sérieux de l'ouvrage transparait aussi bien dans la forme que dans le fond. La rigueur du travail est une marque de respect pour les personnes qui ont accepté de témoigner. La parole recueillie n'est pas méprisée. La fierté d'avoir participé à l'ouvrage ne peut en être que plus grande. En ce sens le livre remplit l'objectif de mettre en valeur la population. L'ouvrage répond également aux objectifs d'apport de connaissances historiques et architecturales. Il est aussi un moyen de donner une image du quartier qui n'est pas celle véhiculée dans les médias.

2.2.2 La parole des habitants

Nous nous sommes entretenus avec quatre habitants du quartier des Courtilières. Trois d'entre eux ont témoigné dans le livre. Madame Habiba Ahamed est arrivée en 1994 aux Courtilières avec sa famille, madame Madeleine Bouchart en 1958. Sidney Belhassen est arrivé avec ses parents aux Courtilières. Il y a grandi et élevé ses enfants. Il était très investi dans les associations du quartier, et a notamment longtemps présidé l'association des parents d'élèves. Depuis quinze ans, il travaille pour la Ville de Pantin à la maison de quartier. Le quatrième, Davy Garault habite le quartier depuis huit ans et est membre du « Courtilières Football Club », l'association de football, très active auprès des jeunes du quartier. Il s'agissait d'identifier à travers leur point de vue sur l'ouvrage, si les objectifs des porteurs du projet se vérifiaient. L'ouvrage est-il valorisant pour les habitants et pour le quartier ? Ont-ils appris des choses sur leur quartier et cette connaissance est-elle source de fierté ? Le fait de participer à cet ouvrage a-t-il encouragé à participer d'avantage à la vie locale ?

D'après les témoignages, la participation à ce projet et l'ouvrage en lui-même est ressenti comme valorisant. Ils sont fiers d'avoir participé à l'ouvrage, même s'ils n'emploient pas forcément le terme, certains éléments en attestent. D'abord ils parlent avec plaisir de cette aventure. Les deux femmes évoquent le regard de leurs enfants sur l'ouvrage. Une l'a fait pour eux : « Je voulais qu'il y ait une trace, qu'un

jour mes petits ou arrière petits enfants disent : ' c'était ma grand-mère '. » La seconde explique que c'est accompagnée de sa fille aînée qu'elle est allée à la soirée de remise des livres organisée par la mairie. Deux exemplaires lui ont été remis pour elle et sa fille, mais elle a acheté des livres supplémentaires pour ses autres enfants et ce, comme elle le précise, malgré le prix assez élevé. Elle a aussi montré le livre à des connaissances. Ses enfants l'ont transmis à des anciens habitants des Courtilières. Elle dit avoir été émue à la lecture du livre comme beaucoup des « anciens ». « Le livre est bien fait. Je le trouve beau. », commente-t-elle. L'autre femme interrogée n'a pas montré l'ouvrage en dehors de sa famille. « Ce n'est pas à moi de montrer ce que j'ai fait. » En revanche cela lui a fait plaisir lorsque des connaissances l'ont interpellé après avoir lu son témoignage. « Vous savez, je n'ai pas fait cela pour épater. Si les gens ont été épatés tant mieux, sinon tant pis. » Sidney Belhassen est également fier d'avoir participé à l'ouvrage : « fier de raconter ce que je savais », dit-il. Il était chargé à la maison de quartier de remettre les livres aux habitants qui venaient le chercher, et parle de la joie de chacun à évoquer ses souvenirs. Il témoigne aussi de la fierté des plus anciens, avec qui il a une relation privilégiée puisqu'il livre les colis aux retraités. « Les retraités étaient fiers. Ils étaient contents que l'on fasse un livre sur leur quartier. » Davy Garault, qui n'a lui pas témoigné dans l'ouvrage, n'en est pas moins ravi de son existence : « En tant qu'habitant, je suis très content d'avoir le livre. » Les témoignages sont unanimes, le livre est source de fierté pour les habitants qu'ils y aient directement participé ou non.

Pour les porteurs du projet, la valorisation du quartier signifiait aussi en donner une autre image. Les habitants semblent partager cet objectif. Presque tous évoquent l'image du quartier véhiculée à l'extérieur. Ils ont été marqués par des reportages de France 3 et M6, qui pour le premier, n'avait pas été très honnête dans le traitement des témoignages des jeunes et, pour l'autre, était franchement mensonger et trafiqué. Le livre donne un autre éclairage. « Vous savez, ce n'est pas parce que j'habite à Pantin que mes enfants ne vont pas à la fac. Ils y sont déjà. Je pourrais habiter à la Tour Eiffel et avoir des enfants qui ne vont pas à la fac. Cela ne dépend pas du lieu où vous vivez. » témoigne une des femmes interrogées. Les habitants, comme les porteurs du projet, pensent que le quartier gagne à être banalisé. C'est une volonté qui s'exprime souvent dans les projets mémoriels. Ainsi, témoigne la responsable d'un travail sur la mémoire à Cergy : « Ici, à la Croix-Petit,

c'est comme ailleurs. Ni pire, ni meilleur. Pareil. Ces quelques mots couchés sur le dos du livret issu du spectacle Ici comme ailleurs, les histoires de la Croix-Petit, résument le principal message qu'ont voulu transmettre les habitants de ce quartier cergysois, dévolu à une opération de démolition-reconstruction. »¹¹¹

La transmission de connaissances avait été identifiée par Geneviève Michel comme source de fierté, à la fois parce que cela signifie que le quartier est digne d'intérêt, mais aussi parce que connaître l'histoire des lieux permet de mieux les appréhender. De fait toutes les personnes interrogées attachent de l'importance au fait que l'on garde une trace du quartier avant qu'il ne change. Un témoin nous a indiqué qu'en dehors de l'ouvrage, des documents sont consultables aux archives municipales, lui-même ayant donné des documents relatifs à l'évolution du confort dans les appartements. Il était visiblement heureux d'avoir apporté sa pierre à l'édifice et que ses documents puissent servir. La même personne souligne aussi la particularité de l'architecture du Serpentin : « Vous savez c'est quand même une architecture particulière. Je crois qu'il y a la même en Angleterre¹¹². » Cette assertion peut laisser penser que, comme le présentait Geneviève Michel, connaître l'histoire des lieux est source de fierté. C'est aussi le sentiment que l'on a lorsque l'on s'entretient avec Sidney Belhassen. Le livre ne lui a pas appris grand chose de nouveau. Il avait déjà participé à la réalisation d'un film en 1996¹¹³, et avait travaillé avec des jeunes sur l'histoire du quartier. Il a beaucoup fréquenté les archives, connaît fort bien le travail d'Emile Aillaud, l'histoire de Pantin et des Courtilières et à l'écouter, on comprend qu'effectivement la connaissance est source d'attachement et de fierté. Il est intarissable sur son quartier, en connaît les moindres recoins et beaucoup de ses habitants. Il cite les célébrités qui y habitaient tel Tonton David, et les jeunes issus des Courtilières qui font parler d'eux : Faïza Guène à 22 ans a déjà publié deux romans¹¹⁴ et a été reçue sur différents plateaux de télévision ou Diaby Doucouré qui après avoir quitté l'équipe municipale publie lui aussi un livre¹¹⁵. « En dépit de son jeune âge (29 ans), le CV de ce jeune français d'origine malienne né

¹¹¹ Cergy. Mémoires pour demain, in Résonances, juin 07, n°88, p. 3, consultable en ligne <http://www.poleressources95.org/spip.php?article500>.

¹¹² Emile Aillaud s'est inspiré d'une station thermale construite en Grande Bretagne au XVIII^e siècle pour réaliser le Serpentin.

¹¹³ Nicolas Stern : *33 avenue des Courtilières*, 1996, 52', production : Sombrero, Xyzebre, Télésusanne.

¹¹⁴ Faïza Guène : *Kiffe kiffe demain*, Hachette littératures, 2004, 189p. et du même auteur : *Du rêve pour les oufs*, Hachette Littératures, 2006, 213p.

¹¹⁵ Diaby Doucouré : *Le bon, la douce et la caillera*, l'Harmattan, 2007, 178p.

dans le '9-3' est impressionnant. » peut-on lire sur la quatrième de couverture. Le livre sur les Courtilières était en ce sens un bon outil. Il pouvait permettre à ceux qui font la mémoire du quartier de la transmettre et aux habitants plus récents de l'apprendre et peut-être de se l'approprier. Ainsi Davy Garault explique que ce qu'il l'a surtout intéressé dans le livre était de découvrir l'évolution de la vie économique et sociale du quartier. Il n'a pas connu l'époque où les commerces étaient florissants et la place du marché animée.

Un autre objectif du projet était la participation des habitants. Sur ce point les résultats sont sans doute plus mitigés. D'abord il semble ne pas avoir été facile de trouver des témoins, comme l'ont déjà laissé entendre Geneviève Michel et Pierre-Jacques Derainne. Des trois témoins interrogés, aucun n'a spontanément participé. Madame Ahamed travaille à la régie de quartier, qui était au départ partenaire du projet, et le président de la régie, son employeur, lui a proposé de participer. Madame Bouchard a été contactée directement par Pierre Jacques Derainne mais elle ne sait pas par quel intermédiaire. Elle a, elle aussi, transmis les coordonnées d'autres habitants qu'elle connaissait bien pour qu'il les contacte. Sidney, quant à lui travaille à la maison de quartier et c'est dans ce contexte qu'il a été interrogé. Les personnes interrogées n'ont pas modifié leurs habitudes dans le quartier. Elles ne participent ni plus ni moins qu'avant à la vie de quartier. « Pour rencontrer des gens, vous n'avez pas besoin d'un livre. Si vous voulez les rencontrer, vous leur parlez, vous leur dites bonjour. », résume une habitante. Pour Sidney Belhassen, le changement majeur aux Courtilières qui apparaît aussi à la lecture du livre est justement la disparition de la vie de quartier : « Les gens ne sont plus ' militants de leur quartier '. Avec le livre, on se rend bien compte qu'on ne vivait pas comme cela avant. ». L'objectif d'implication des habitants semble difficile à mettre en oeuvre. Il est difficile de mobiliser la population sur une action si les habitants n'ont pas d'ores et déjà l'habitude de participer à la vie locale.

La participation concerne aussi les habitants qui n'ont pas témoigné dans le livre mais peuvent le lire. La perception sur la réception du livre diffère selon les témoignages. Sidney Belhassen, qui s'est occupé de la distribution affirme, listing à l'appui, que presque toutes les familles sont venues chercher l'ouvrage. Madeleine Bouchard, au contraire, a le sentiment que peu l'on lu et le regrette. « Les nouveaux habitants n'ont pas été sensibilisés. Dans mon escalier, qui est représentatif de tous les autres, personne n'a pris le livre. Les gens n'ont pas vu l'intérêt ou pas lu les

papiers. C'est très dommage, c'est quand même une mémoire du quartier. » Pour obtenir l'ouvrage il fallait habiter les Courtilières. La mairie avait établi la liste des familles concernées. Il fallait en outre apporter un justificatif de domicile. Cela peut-être une explication du désaccord entre les deux témoins, les nouveaux arrivants ne figuraient pas sur la liste. Sidney Belhassen et Davy Garault le regrettent. Ils sont d'avis que l'ouvrage devrait être remis à chaque nouvel habitant des Courtilières. Davy Garault avait également fait une demande afin que le livre soit distribué dans les écoles, mais ne croit pas qu'il y ait eu de suite. Sidney Belhassen regrette aussi que la diffusion n'ait pas dépassé le quartier des Courtilières. Il est d'avis que le quartier souffre d'une mauvaise image à l'intérieur même de la ville par manque de connaissance. Par exemple, chaque année la fête des Courtilières se déroule sans accroche tandis que la fête de Pantin ne se termine jamais sans bagarres et interventions de police. L'ouvrage aurait été une occasion de faire mieux connaître Les Courtilières à l'ensemble de la ville. Au regard de l'objectif de participation de la population mais aussi celui de rattacher Les Courtilières au centre de la ville, les remarques des habitants sont intéressantes. Une diffusion plus large de l'ouvrage aurait effectivement pu participer au décloisonnement du quartier.

Les dires de ces habitants semblent confirmer la réussite du projet en ce qui concerne la valorisation des habitants, l'apport de connaissance du quartier et la volonté de donner une image du quartier qui corresponde d'avantage à la réalité que celle véhiculée par les médias. En revanche sur d'autres points comme l'échange et la participation, le résultat est moins probant.

2.2.3 l'autocritique des porteurs du projet

Les propos des auteurs du livre corroborent ces témoignages. Pierre-Jacques Derainne reconnaît que « L'intérêt collectif est difficile à cerner. En revanche il y a un intérêt individuel. » affirme-il. Il en veut pour preuve la soirée très réussie organisée pour les participants. Geneviève Michel fait la même analyse. Le retour des habitants qui ont activement pris part était très positif. Par contre elle confirme que pour le reste de la population, l'intérêt est moins évident. La distribution du livre a été faite au cours d'un rendez-vous régulier appelé « Bonjour Monsieur le Maire ». « Ce n'était, à mon avis, pas le meilleur moment parce que ça se déroule à 18h et tout le monde ne peut pas venir. Du coup, il y a eu peu de monde. Par la suite, les gens pouvaient

venir chercher l'ouvrage à la maison de quartier. Mais tous ne sont pas encore venus. A mon avis ça été un échec. Je voulais que la distribution se fasse lors de la fête de quartier. Il y aurait eu plus de monde et je trouvais qu'il fallait faire une fête autour de cet événement. », commente Geneviève Michel. Elle revient sur la question de la restitution lorsque la question lui est posée d'évaluer les points à améliorer si c'était à refaire : « Il manque la mise en valeur de la restitution. » dit-elle.

La participation des habitants n'a pas non plus été pleinement satisfaisante. « Les habitants venaient aux ateliers pour assister. Il n'y avait pas encore d'habitude de participation. Ils venaient en consommateurs. En revanche les habitants ont été très actifs dans les ateliers « les mardis de la parole ». Pierre-Jacques Derainne fait le même constat : « Aux Courtilières, il y a eu une faible participation aux journées-débat. En même temps, elles se déroulaient dans la journée... En revanche les participants étaient motivés. » Geneviève Michel reconnaît que les rôles de chacun entre la maison de quartier et le service des archives n'étaient pas assez clairement définis et que c'est une des raisons qui explique la faible participation. Il semblerait qu'il n'y ait pas encore de culture de participation à Pantin ni du côté de la municipalité, ni de celui des habitants. Du côté de l'organisation toutes les conditions n'ont pas été réunies pour favoriser la participation : les horaires choisis ne permettaient pas aux habitants qui travaillent ou étudient de participer et l'information n'a peut-être pas suffisamment circulé. Le service communication n'a pas été impliqué. « Le recrutement s'est fait uniquement par le réseau. Pour faire un appel à témoignage par d'autres voix il faut une population active, ça n'aurait pas fonctionné sur le quartier des Courtilières. L'historien, monsieur Derainne a beaucoup travaillé sur le quartier. Il a rencontré les habitants à régie de quartier, là où ils viennent payer leur loyer, ou sur le marché. », explique Geneviève Michel.

Les auteurs s'accordent avec le témoignage des habitants sur une faible habitude à participer à la vie locale dans le quartier des Courtilières. Ils reconnaissent également que le projet a concerné essentiellement les habitants du quartier et en particulier ceux qui ont témoigné.

Conclusion partielle

La réhabilitation du quartier des Courthillières prévoit la rénovation de tous les appartements du Serpentin et une démolition de deux pans du bâtiment. Elle suppose le relogement temporaire ou définitif de tous les habitants. Ce projet soulève des inquiétudes et parfois des incompréhensions. Les habitants peuvent se sentir blessés par l'ampleur des travaux prévus pour réhabiliter voir démolir, l'endroit où ils vivent. Dans ce contexte, la municipalité entreprend un travail mémoriel. L'objectif annoncé par les différents porteurs du projet, élus et auteurs, est d'accompagner la population lors de la réhabilitation du quartier. Le travail autour de la mémoire peut selon eux aider cet accompagnement de différentes façons : Avoir des connaissances sur l'histoire du quartier peut aider à mieux en comprendre l'évolution actuelle. Travailler sur la mémoire peut valoriser les gens alors que l'annonce de la démolition de leur logement peut au contraire leur donner une image négative d'eux-mêmes. Ce projet peut aussi permettre de véhiculer une image du quartier allant à l'encontre des clichés. Enfin en sollicitant la parole des habitants afin de retracer la mémoire du quartier, la municipalité en plus de leur montrer sa considération aimerait favoriser la participation des habitants et l'échange.

Pantin a choisi de restituer ce travail mémoriel dans un livre qui remplit les objectifs qui étaient les siens. Il apporte des connaissances historiques sur le quartier. Il répond également parfaitement aux objectifs de valorisation des lieux et des personnes aussi bien dans la forme que dans le contenu. Les conditions sont réunies pour que les habitants puissent être fiers de l'ouvrage. La ville a en effet choisit une belle collection chez un éditeur prestigieux. Le livre est par ailleurs sérieux, rigoureusement construit et très respectueux des témoins.

Les habitants que nous avons contactés confirment que l'expérience a été valorisante pour les habitants. Qu'ils aient participé ou non, ils sont fiers qu'un tel livre existe. Il apporte des connaissances sur le quartier et à travers les paroles des habitants, on comprend que ces connaissances sont source de fierté. Enfin le livre permet selon eux aussi de donner une meilleure image de leur cité. Ils reconnaissent au livre le mérite de donner une image du quartier loin des clichés.

En revanche le potentiel de cette action n'a pas été optimisé. La participation de la population a été relativement faible et la diffusion de l'ouvrage en deçà de ce qui aurait pu être fait.

3 Les travaux mémoriels peuvent paraître des projets faciles à mettre en place mais ne mettent souvent pas à profit tout leur potentiel.

Introduction partielle

Les projets de mémoire sont séduisants à plusieurs titres. Ils permettent à ceux qui les portent ou les initient de montrer une attention particulière aux habitants. Ils peuvent paraître simples à réaliser. Tout le monde a une mémoire, tout le monde est capable de parler de son passé. Beaucoup le font avec plaisir. Aussi une ville qui s'interroge sur la manière d'accompagner une population lors de la destruction d'un immeuble ou la réhabilitation d'un quartier va tout naturellement chercher à travailler sur l'histoire des lieux. Ces projets semblent la solution idéale. Mais la simplicité n'est qu'apparente et les projets qui n'ont pas été suffisamment réfléchis en amont ne mettent pas toujours à profit tout leur potentiel. Nous nous pencherons sur les principaux écueils observés puis sur les conseils méthodologiques qui commencent à apparaître et enfin sur le potentiel de ces actions.

3. 1 Les principaux écueils

La mémoire est un objet de travail délicat. Les travaux mémoriels sont basés sur le témoignage des habitants. Ils font appel aux souvenirs et entrent ainsi dans la sphère privée. Nombreux sont les acteurs ou les observateurs qui mettent en garde contre des dérives liées à un matériau chargé d'émotions et contre des risques d'instrumentalisation.

3.1.1 Emotion, nostalgie, enfermement

Les récits des habitants peuvent contenir des éléments intimes et parfois tragiques. On peut s'interroger sur la pertinence de rendre public des paroles douloureuses et sur le choix du mode de restitution. Le livre sur Les Courtillières nous semble avoir évité ce problème. Les ravages de la drogue, du sida, ou encore des morts accidentelles sont évoqués, mais ne sont ni mis en exergues, ni relatés sur un ton personnel. Ce ne sont pas des victimes ou des membres de la famille des victimes qui en parlent. De plus les témoignages, comme nous l'avons vu, sont mis en perspective. D'autres documents illustrent l'histoire des Courtillières. L'apport de matériaux d'archive ou d'articles d'universitaires tempèrent le caractère intime des témoignages. Enfin un livre ne transmet pas l'émotion de la même façon qu'une restitution en publique. S'il s'agit d'une lecture publique de recueil de paroles ou d'une représentation théâtrale à partir des propos recueillis, l'émotion est mise en scène et personnalisée. Elle peut être plus ou moins appuyée selon la volonté du metteur en scène ou de l'acteur mais restera interprétée et sans doute plus forte que si les témoignages sont retranscrits dans un ouvrage que chacun lit pour soi. « Pour certains acteurs, ce surgissement de l'émotion autour des souvenirs ramenés à la surface de la conscience participerait du travail de deuil. Mais d'autres se demandent s'ils sont bien dans le juste, lorsqu'ils touchent ainsi au plus profond de l'être des participants. »¹¹⁶, rapporte Catherine Foret lors de son étude sur des travaux mémoriels dans la région Rhône-Alpes. Elle pose la question de l'utilité de recourir au sensible : « Que suppose-t-on des effets de l'émotion sur le fonctionnement de la

¹¹⁶ Catherine Foret : *Mémoires citadines : un nouvel objet d'action publique*, in André Bruston (sous la direction) : *Des cultures et des villes – mémoire au futur*, éditions de l'Aube, 2005, p. 34.

mémoire collective ? »¹¹⁷ et met en garde contre le passage d'une démocratie d'opinion à une démocratie d'émotion faisant référence à l'ouvrage de Paul Virilio : *La ville panique*¹¹⁸.

Si les souvenirs sont de l'ordre de l'intime, ils sont aussi souvent idéalisés. Chacun se souvient avec indulgence de son passé, atténuant les mauvais souvenirs et enjolivant les bons. Selon Catherine Tricot¹¹⁹, architecte au cabinet de Paul Chemetov, « Les travaux de mémoire ont un autre travers, ils sont sur le mode de la nostalgie (...). Ils laissent penser que tout était bien avant, alors que ce n'est pas le cas. Par exemple, l'absence d'espace public ou le manque de transport en commun était déjà avant. La crise vient de ce que notre regard a changé, et que cela nous apparaît aujourd'hui comme un manque, et c'est tant mieux. » De fait, on peut penser que la nostalgie enferme. Vivre dans ses souvenirs n'aide pas à la communication intergénérationnelle ni à la communication entre quartiers ou entre voisins. La nostalgie n'incite pas à préparer l'avenir s'il est d'avance condamné à être en deçà du passé. Les élus de Pantin ne voulaient pas que le livre soit l'expression du regret d'un passé révolu. Comme on l'a vu dans la partie précédente, ils ont souligné dans l'avant-propos leur volonté d'inscrire le projet dans l'avenir et la reconstruction du quartier. Le maire espère également que le souvenir aidera à rebâtir un quartier et une atmosphère. Si connaître l'histoire de son quartier renforce l'attachement des habitants, leur sentiment d'appartenance, certains mettent en garde contre le repli sur soi ou entre soi. Ainsi l'adjointe à la culture de Nantes souligne : « L'identité, on peut faire dire tout et n'importe quoi à l'identité, il peut y avoir une conception extrêmement fermée de l'identité dominée par la nostalgie et la tradition. La mémoire peut accentuer cette conception de l'identité alors que nous, à Nantes, nous recherchons plutôt une identité ouverte. Nous nous méfions beaucoup des ambiguïtés contenues dans ce terme 'd'identité'. »¹²⁰ Souvent les projets ne dépassent pas le quartier. Ce sont des habitants du quartier qui sont interrogés et à eux que sont restituées les paroles. Alors que l'objectif parfois énoncé est de faire tomber les préjugés entre quartiers voir entre communes, les projets autour de la mémoire d'un quartier pourraient au contraire enfermer les quartiers. Selon Catherine

¹¹⁷ Op. Cit.

¹¹⁸ Paul Virilio : *La ville panique : ailleurs comme ici*, Paris, Galilée, 2004, 144p.

¹¹⁹ Entretien réalisé le 26 juin 2006.

¹²⁰ Yannick Guin (adjoint à la culture de la ville de Nantes) : *Ouverture*, in Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes, 2007, p. 7.

Forêt « (...) le risque semble réel que la 'fièvre mémorielle' en cours, en flattant les identités collectives, ne renforce le cloisonnement géographique et social à l'œuvre dans la ville. »¹²¹.

Les travaux autour de la mémoire des habitants sont délicats. Rendre public des témoignages et donc des histoires personnelles demande de prendre des précautions. Les souvenirs sont par ailleurs naturellement enjolivés. Le fait de les mettre en avant peut conduire les gens à penser que tout était mieux avant au lieu de les aider à appréhender l'avenir. Enfin travailler à l'échelle d'un quartier en mettant en avant sa mémoire et son identité pourrait avoir l'effet pervers d'enfermer le quartier sur soi.

3.1.2 Risques d'instrumentalisation

Il ne faudrait pas que les travaux de mémoire réalisés autour de la disparition de barres ou de tours subissent la même critique que les musées industriels. On a en effet reproché aux musées industriels d'être une trace idéalisée et réductrice du passé. Les musées sur les mines, par exemple, en mettant en avant le courage et l'esprit de solidarité des mineurs pourraient presque faire oublier qu'il s'agissait d'un travail épuisant et souvent meurtrier. « Les musées industriels ont souvent été des outils de dénégation du politique, des instruments de fabrication de l'obsolescence, des lieux de perpétuation de mythes. La valorisation de la dimension technique a notamment été déterminante de cet usage du patrimoine. En de nombreux endroits, la représentation de l'industrie a été réduite à ses machines et à ses techniques, et ce faisant, sa charge politique a été neutralisée. (...) Il est également fréquent de voir le lieu patrimonial prolonger les systèmes de représentation préexistants. Les musées de la mine se sont par exemple construits pour la plupart dans la continuité de la mythologie minière, célébrant l'homme d'exception qui a affronté les dangers du sous-sol avec un courage et une solidarité exemplaires. »¹²² Catherine Tricot fait un rapprochement sévère : « Les travaux de mémoires réalisées à l'occasion d'opération de renouvellement urbain sont des papiers bonbon pour rassurer. On

¹²¹ Catherine Foret : *Mémoires citadines : un nouvel objet d'action publique*, in André Bruston (sous la direction) : *Des cultures et des villes – mémoire au futur*, éditions de l'Aube, 2005, p. 37.

¹²² Catherine Roth : *Patrimonialisation et reconstruction d'un espace politique : les arènes patrimoniales*, in Mémoires urbaines et présent des villes Programme interministériel de recherche Cultures Villes et dynamiques sociales : Patrimonialisation et après, avril 2003, p. 17.

peut les comparer aux musées de la classe ouvrière installés dans les usines, ce sont des excuses. » De nombreux acteurs mettent en garde contre un emploi-alibi de ces travaux mémoriels. Il existe un effet de mode soutenu par des financements publics généreux pour ces projets. Mais ils ne sont pas toujours suffisamment réfléchis. Piéranne Gausset, attachée de conservation au musée Gardane à Lyon, dénonce un effet d'aubaine : « ... on a l'impression que ça devient un marché (...) il y a une dérive du fait de ces lignes de financement sur des projets artistiques qui posent vraiment des questions. »¹²³ Catherine Foret s'inquiète à son tour : « ... le mot mémoire tend à devenir l'un des nouveaux 'mots magiques' de l'action publique de la ville. Il facilite l'obtention de financement et de concrétisation de projets (...). Des associations, des travailleurs sociaux, des artistes se trouvent ainsi entraînés dans l'action sur un thème qui s'avère à l'usage particulièrement complexe. »¹²⁴ Pierre-Jacques Derainne recommande aussi une certaine prudence : « Il faut se méfier des projets qui ont une dimension mémoire uniquement parce que 'ça fait bien' ». Sans objectifs bien définis les travaux mémoriels peuvent être contre-productifs, des coquilles vides. « Il me semble qu'on peut s'interroger sur ce paradoxe entre la volonté de recueillir des mémoires et le côté éphémère de ces actions. Qu'est-ce qu'on met sous la notion d'éphémère ? Quelle mémoire construit-on en " jetant ces paroles en l'air " ? »¹²⁵ écrit Catherine Foret. Elle fait allusion à une action où les paroles recueillies avaient été accrochées à des ballons et dispersées dans les airs. On peut parfois avoir l'impression que ces actions ne sont menées que parce que l'on pressent qu'une lourde réhabilitation n'est pas sans troubler les habitants mais que l'on n'a pas pris le temps de construire l'action. Les projets mémoriels seraient alors un moyen de laisser penser que l'on se soucie des personnes concernées par la rénovation de leur quartier, sans que ce ne soit réellement le cas.

¹²³ Intervention de Piéranne Gausset lors d'un débat, in Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes, 2007, p.55.

¹²⁴ Catherine Foret : *Mémoires citoyennes : un nouvel objet d'action publique*, in André Bruston (sous la direction) : *Des cultures et des villes – mémoire au futur*, éditions de l'Aube, 2005, p. 29.

¹²⁵ Catherine Foret : *Actions mémorielles dans les villes : des miroirs sans reflets ?*, in Interpréter les mémoires urbaines dans le présent des villes : une activité publique ? Séminaire organisé par l'ARIESE, université Lumière-Lyon 2, la Direction Régionale des Affaires culturelles Rhône-Alpes et la Faculté d'anthropologie et de sociologie, université Lumière-Lyon 2, mai 2004, p. 15. consultable à l'adresse : socio.univ-lyon2.fr/IMG/pdf/doc-524.pdf.

La mémoire est alors instrumentalisée. L'objectif n'est pas vraiment de s'intéresser au passé mais plus de donner à voir que l'on fait une action pour la population. Mais les acteurs se méfient d'une autre forme d'instrumentalisation. On peut craindre une utilisation politique du passé.

« En général les élus ne sont pas très investis sur ces projets. Et c'est sans doute mieux comme cela, sinon, ils chercheraient à orienter. », pense Pierre-Jacques Derainne. A Orly, Azzédine Zoghbi, porteur d'un projet sur la mémoire des habitants d'une tour qui va être démolie, explique également qu'il a pris ses précautions par rapport aux élus. Il voulait réaliser un film à partir de témoignage d'habitants d'une tour qui allait être démolie. Il ne souhaitait pas que les élus locaux ou les employés communaux interviennent. Son film s'appelle, non sans raison « *Paroles d'habitants* ». « L'idée a été de dire : si on l'appelle « paroles d'habitants » il n'y aura que des habitants. C'était une des rares fois où l'on donnait la parole aux habitants, il fallait qu'ils la prennent. Il s'agissait de faire un film uniquement avec les habitants et sans censure. » Ce parti pris n'a pas été sans poser quelques soucis, comme le confie le directeur de cabinet, Marc Nivet : « Le film a été réalisé de manière complètement indépendante, ce qui d'ailleurs ne plaisait pas au maire, une partie des financements venait de la ville et il ne voyait rien du projet. Il ne l'a vu qu'une fois terminé. On pouvait craindre une approche nostalgique, larmoyante ou même une récupération politique vu que beaucoup veulent la place de Gaston Viens¹²⁶. » Azzédine Zoghbi refusait la parole institutionnelle dans le film afin que l'on entende uniquement les habitants. Du côté du cabinet, on redoutait une récupération du film par l'opposition municipale. Des deux côtés, les acteurs craignent une utilisation politique de la mémoire qu'elles servent la majorité municipale ou son opposition. Cette inquiétude peut paraître très légitime, comme le souligne la directrice des archives de Saint-Denis, Frédérique Jacquet, au sujet de l'exposition « *Douce banlieue* » portant sur la mémoire de la banlieue qu'elle a réalisée à partir de témoignages d'habitants¹²⁷ : « La ville nous a laissé une entière liberté, il n'y a pas eu de relecture, alors que certains sujets auraient pu donner matière, par exemple il y avait une borne sonore sur le communisme, une autre sur les militants catholiques.

¹²⁶ Gaston Viens est maire d'Orly depuis 1965.

¹²⁷ Un catalogue de cette exposition a été publié : Gérard Mordillat et Frédérique Jacquet : *Douce France*, Les éditions de l'atelier, Paris, 2005, 256p.

Il y a toujours un rapport compliqué avec la ville lorsque l'on travaille sur l'histoire : quelle image sert-on ? »¹²⁸ Les travaux mémoriels peuvent être des terrains très sensibles et notamment s'ils sont réalisés à l'occasion de démolitions, celles-ci étant souvent très contestées et pouvant devenir un thème important des prochaines élections municipales.

Travailler sur la mémoire d'un quartier et de ses habitants n'est pas aussi simple qu'il peut paraître. Les témoignages chargés d'émotion sont à manier avec précaution si l'on ne veut pas tomber dans le larmoyant, la nostalgie ou le repli sur soi. Les enjeux politiques ne peuvent pas non plus être ignorés. L'ethnologue Michel Rautenberg résume ainsi la difficulté : « Il faut donc faire attention à ce que l'on fait parce que le travail sur la mémoire n'est pas un travail gratuit, il a des influences que l'on ne maîtrise pas toujours. Le travail de mémoire et le patrimoine contribue, au même titre que la télé ou dans les journaux, à construire notre imaginaire collectif et nos façons d'être ensemble. »¹²⁹ De fait, face à la multiplication de ces travaux mémoriels, de nombreux acteurs ont identifié les besoins méthodologiques et des guides voient le jour.

3.2 Préconisations méthodologiques

Le plus récent « *Travail de mémoire et requalification urbaine* » vient d'être édité par La Direction Interministérielle à la Ville (DIV)¹³⁰ parce que « ces opérations sont plus délicates qu'il n'y paraît (...). »,¹³¹ explique le directeur de la publication. « Ce guide est inspiré à la fois de pratiques de terrain et de réflexions de chercheurs, sociologues, philosophes, historiens... Il n'a pas été conçu comme un catalogue de 'bonnes pratiques' qu'il suffirait de transposer, mais plutôt comme un recueil illustré d'exemples, pris sur différents sites, des questions qu'il convient de se poser

¹²⁸ Les propos de Frédérique Jacquet ont été recueillis à l'occasion d'une table ronde : « collecter la mémoire des habitants : démarche historique ou sociale ? » organisée le mardi 7 février 2007 à Saint-Denis dans le cadre de l'exposition « et voilà le travail ! » à l'initiative de l'office départemental du tourisme.

¹²⁹ Michel Rautenberg : *Mémoires dans la ville, entre action sociale et conservation*, in Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes, 2007, p.15.

¹³⁰ Catherine Foret : *Travail de mémoire et requalification urbaine*, Les éditions de la DIV, avril 2007, 178p.

¹³¹ Op. Cit. p. 7.

lorsqu'on se lance dans le travail de mémoire d'un quartier. »¹³² La même volonté d'aider les initiatives mémorielles par un soutien méthodologique est à l'origine de la *Mission Mémoire et identité en Val de France*. « Elle est née d'un double constat : L'émergence d'initiatives dans le domaine de l'histoire et du patrimoine (...); et la fragilité de certaines de ces opérations. Nombreux sont les obstacles rencontrés dans ce genre d'expériences : manque de moyens financiers, difficultés à réunir les compétences techniques nécessaires, isolement des porteurs de projet, diffusion limitée de résultat auprès des publics, réticence à prendre en compte le patrimoine contemporain ou à considérer les territoires de banlieue comme des lieux d'histoire... ». ¹³³ La ville de Nantes a également organisé une journée d'étude autour de ces questions et publié un ouvrage¹³⁴, pour répondre à des interrogations venues du terrain. L'adjointe à la culture de la ville de Nantes en ouverture à cette journée d'étude explique que « ... souvent la mémoire repose sur l'affectif ou parfois le militantisme passionné et ne répond pas toujours aux procédés de construction et aux méthodes que l'histoire comporte. On a donc un vrai problème de relation entre mémoire et histoire quand on entreprend l'écriture de la mémoire des quartiers. Aussitôt surgissent des problèmes de méthodologie (...). ». ¹³⁵ Les acteurs et les observateurs convergent vers un besoin de repères méthodologique et d'échanges d'expérience autour des actions mémorielles.

A partir de ces repères méthodologiques (dont la liste n'est pas exhaustive) et des entretiens de terrain se dégagent plusieurs points essentiels à méditer avant de se lancer dans une opération mémorielle : la définition des objectifs, le recours à des professionnels, la question du temps, et la restitution.

¹³² Op. Cit. p. 8.

¹³³ Catherine Roth : *La mission Mémoires et Identités en Val de France. Une démarche intercommunale*, in Catherine Foret : *Travail de mémoire et requalification urbaine*, Les éditions de la DIV, avril 2007, p. 30.

¹³⁴ Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes, 2007, 75p.

¹³⁵ Yannick Guin : *Ouverture*, in op. Cit. , p. 7.

3.2.1 La définition des objectifs

A partir d'un travail d'inventaire qu'il a réalisé sur près de deux cents projets autour de la mémoire, l'historien, Jean-Barthélemy Debost élabore les conditions de réussite de ces projets.¹³⁶ D'après lui, ces opérations doivent d'abord avoir un objectif clair : « Il est essentiel (...) que les porteurs de projet aient un parti pris. »¹³⁷ Selon lui il ne s'agit pas d'un travail universitaire, mais d'une « histoire appliquée »¹³⁸. Les auteurs de l'ouvrage sur les Courtilières à Pantin se sont efforcés, comme nous l'avons vu, de définir les objectifs. Ils ont aussi pris soin de bien définir le cadre de leur travail. Il s'agissait de ne pas confondre un travail scientifique avec un travail mémoriel commandé par une municipalité. La confusion est parfois faite entre mémoire et histoire, ainsi que le relève Catherine Foret : « On constate en effet une tendance à présenter officiellement comme " l'histoire " d'un site ou d'une population ce qui n'en constitue en réalité qu'une partie, qui n'est qu'une approche subjective des faits, une approche sensible, voire partielle. Par exemple sur le site de La Duchère, un travail intéressant a été réalisé à partir de recueils de mémoires d'habitants et d'acteurs du site. Et ce travail a été repris par les institutions, la politique de la ville, la Ville de Lyon, qui le présentent aujourd'hui comme " *l'histoire de la Duchère* " ».

Les objectifs doivent également être en phase avec les moyens. Autour du projet de Pantin, nous avons observé qu'un réajustement a été nécessaire, les moyens humains mis au service du projet n'étant finalement pas ceux prévus initialement. Pierre-Jacques Derainne témoigne aussi à l'appui de ces différentes expériences : « Beaucoup de projets se cassent la figure. Parce qu'ils sont mal pensés, mal portés ou trop ambitieux par rapport aux moyens. Il faut faire attention de ne pas vouloir faire un truc énorme en associant de nombreux partenaires si on n'a pas les moyens humains de gérer le tout. » De même la portée des travaux mémoriels ne peut pas non plus être surestimée. « Patrimoines sociaux et mémoires collectives donnent sens et valeur à l'espace urbain, mais ils ne créent pas un

¹³⁶Cf. Jean-Barthélemy Debost : Première analyse du paysage socioculturel dessiné par les actions mémoire/histoire, in Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes, 2007, p.18-21.

¹³⁷ Op. Cit. p. 21.

¹³⁸ Op. Cit.

espace urbain sans hiérarchie ». ¹³⁹ écrit Michel Rautenberg. Il ne suffit pas de faire un travail sur la mémoire pour effacer les problèmes, comme il ne suffit pas de démolir un habitat vétuste pour faire disparaître le problème des banlieues.

3.2.2 Le recours à des professionnels

Jean-Barthélemy Debost recommande ensuite de ne pas se contenter du recueil de témoignages auprès des habitants, mais de les confronter à d'autres sources telles les archives ou le travail des associations. Ainsi le penchant émotionnel peut-être rééquilibré. Il rappelle pour cela l'importance de faire appel à des professionnels. ¹⁴⁰ De fait, certains acteurs relèvent que ces projets manquent parfois de professionnalisme. Piéranne Gausset, attachée de conservation au musée Gardane à Lyon, remarque que ces travaux mémoriels ne peuvent parfois pas être exposés dans un musée pour cette raison. ¹⁴¹ Fort de ce constat, le musée propose d'ailleurs un soutien méthodologique sous la forme d'un « petit guide du collecteur de mémoire ». Ce dernier aide à la mise en place de comité de pilotage de projets et initie les amateurs à la recherche en archives. ¹⁴²

Le professionnalisme signifie également ne pas mélanger les rôles et savoir identifier clairement les missions de chacun. Il ne suffit pas de confier le projet à un historien pour qu'il réussisse. Ces projets ont souvent un objectif social et l'historien ne sait pas forcément le prendre en compte. « Nous nous sommes très vite aperçus, notamment sur le quartier de La Duchère qui est en plein Grand Projet de Ville, qu'il était demandé au musée, qui est un musée d'histoire (...), d'aller éteindre l'incendie et éponger les souffrances. Nous ne sommes pas du tout formés pour cela. » témoigne Piéranne Gausset ¹⁴³. Pierre-Jacques Derainne fait une remarque similaire. Nous l'avons vu il distingue ces travaux des travaux universitaires et ajoute : « D'ailleurs les universitaires ne sont pas armés pour travailler dans ce

¹³⁹ Michel Rautenberg : *La rupture patrimoniale*, éditions A la croisée, 2003, p. 151.

¹⁴⁰ Cf. Jean-Barthélemy Debost : *Première analyse du paysage socioculturel dessiné par les actions mémoire/histoire*, in *Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives*. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes, 2007, p. 21.

¹⁴¹ Cf. Piéranne Gausset : *L'action du musée Gadagne dans le volet 'Mémoire et identité' de la charte de coopération culturelle*, in *Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives*. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes, 2007, p. 39.

¹⁴² Cf.. Op. Cit.

¹⁴³ Op. Cit. p. 42.

cadre. ». En quelque sorte, ces projets requièrent différentes compétences et une personne capable d'orchestrer ces compétences.

3.2.3 La question du temps

Au-delà de la question des compétences de chacun, c'est celle de la temporalité qui est posée. Dans un contexte de politique de la ville, on travaille souvent dans l'urgence, il s'agit « d'éteindre l'incendie » comme on vient de le voir. Or cette temporalité ne semble pas conciliable avec un travail de recherche qui s'inscrit dans une plus longue durée. « ... la question de la temporalité, de la durée est une bonne question. On se rend très bien compte que sur certains projets qui sont sollicités par la politique de la ville, on nous demande un temps de réactivité très court (...). Et cette façon de faire, pour un chercheur, ça ne colle pas (...) ce n'est pas du tout le même temps. »¹⁴⁴ explique Piérane Gausset. Pierre-Jacques Derainne, interrogé sur les difficultés rencontrées ou les conseils à donner pour la réalisation de travaux mémoriels partage cette opinion : « Le plus important est la question du temps, de gérer la durée. Le travail des Courtilières a duré entre 2 et 3 ans. » Patrick Norymberg, directeur adjoint de Blanc-Mesnil, qui a conduit un important projet autour de la mémoire dans sa ville, fait le même constat : la gestion du temps est un élément essentiel de la réussite. D'abord, aller à la rencontre des habitants prend beaucoup de temps. Puis, il faut par ailleurs, savoir gérer les attentes, les délais puisqu'il s'écoule aussi un temps long entre le temps de la décision et la réalisation.¹⁴⁵ Nous l'avons en effet vérifié avec l'exemple de Pantin. La participation des habitants ne va pas de soi. Les premiers ateliers n'ont pas été couronnés de succès à l'exception de celui intitulé « les mardi de la parole », où par un jeu de bouche à oreille, quelques habitants et aussi des anciens habitants sont venus témoigner. Sinon, les témoignages n'ont pas été spontanés. Pierre-Jacques Derainne a fait un long travail de terrain pour les recueillir. Il est allé à la rencontre des gens et non l'inverse. Beaucoup de témoins ont été contactés sur la recommandation d'autres témoins. A Orly le même constat s'impose. Le chef de projet explique qu'il était d'abord passé par l'Office Public d'Aménagement et de

¹⁴⁴ Intervention de Piérane Gausset lors d'un débat, in *Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005*, les archives municipales de Nantes, 2007, p.54.

¹⁴⁵ Cf. Patrick Norymberg : *Faire la ville autrement*, Editions Yves Michel, 2001, p. 106-109.

Construction (OPAC) qui gère la location des appartements de la tour qui allait être démolit. L'OPAC lui a fourni la liste des habitants et leurs coordonnées, mais il n'a obtenu, par ce biais, que peu de réponses positives. Il s'est alors lancé dans du porte à porte. Ayant été éducateur sur le quartier avant de devenir médiateur social et culturel, il connaissait encore des gens. « Nous avons vraiment pris le temps – un an et demi - pour faire un travail sur la mémoire avec les gens. » rapporte-t-il. Les opérations mémoire ne peuvent se réaliser au dernier moment quelques mois seulement avant la disparition d'une tour. Elles demandent à être prévues et préparées. Pierre-Jacques Derainne soulignait l'importance également d'étudier si d'autres projets avaient déjà été réalisés au même endroit : « Souvent il y a une accumulation de travaux sur un même endroit, chacun pensant être le premier... Puis il faut articuler son travail avec ce qui a déjà été articulé. Enfin il faut prendre le temps de faire son action et éventuellement de l'articuler avec d'autres projets. Je vous parle là d'une situation idéale. Ca ne se passe jamais comme cela. ».

3.2.4 La restitution

A partir de son travail d'inventaire déjà cité en amont, Jean-Barthélemi Debost insiste sur un autre point de méthode : la restitution. « Maîtriser, ça ne veut pas dire censurer, mais en tout cas savoir quelle ambition on veut lui donner, savoir quelle forme on veut lui donner (...). Il faut tenter de comprendre, tenter d'imaginer quelle est la restitution la plus juste au regard du capital de connaissances accumulées et des attentes participants/habitants. », ¹⁴⁶ écrit-il. Nous avons vu avec l'exemple de Pantin que le choix de faire un livre n'est pas anodin vis à vis des objectifs du projet. A partir des projets qu'il a analysé, Jean-Barthélemi Debost constate que les formes les plus fréquemment choisies sont des vecteurs qu'il qualifie de classiques telles les expositions, les publications et les conférences puis viennent la photo et le film et il note la quasi-absence de restitutions sous des formes de cultures urbaine (Rap, Hip Hop, Slam...). Cela pourrait s'expliquer par l'absence des services jeunesse dans les

¹⁴⁶ Jean-Barthélemi Debost : Première analyse du paysage socioculturel dessiné par les actions mémoire/histoire, in Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes, 2007, p. 21.

projets.¹⁴⁷ Il est vrai que si la forme de la restitution est importante au regard des objectifs d'un projet, elle influence aussi la réception par le public. Ce ne sont pas forcément les mêmes habitants qui iront voir une exposition ou écouter du rap. Il semblerait d'après l'étude de Jean-Barthélemy Debost que le public jeune ne soit pas souvent ciblé par les porteurs de projet autour de la mémoire.

Dans sa proposition d'accompagnement méthodologique de ces projets, le musée Gardanne reconnaît également l'importance de penser la restitution et met à disposition ses compétences pour une meilleure valorisation des projets. Il peut par exemple aider au montage d'une exposition, à réaliser une publication, un document multimédia ou des visites commentées.¹⁴⁸

Mais la restitution n'est pas seulement le choix du support qui servira à transmettre la mémoire collectée, c'est aussi la présentation de la réalisation finale aux habitants. S'il s'agit d'une publication ou d'un film, comment seront-ils diffusés, d'une exposition, comment faire venir le public ? Souvent cette question n'est abordée qu'une fois le projet terminé. Ainsi Pieranne Gausset évoque le cas d'une publication réalisée à partir de témoignages qui n'a pu être diffusée, la question des droits n'ayant pas été abordée.¹⁴⁹ A Pantin aussi cette partie du travail semble avoir été un peu négligée au dire de Geneviève Michel : « Elle (la restitution) n'était pas prévue initialement. Et en arrivant à la fin du projet tout le monde est épuisé. Pour faire une belle restitution, il faut des publications dans la presse, un gros travail. Mais c'est souvent la fin des contrats, si l'on a eu pu embaucher pour le projet, et tout le monde est en bout de course. Il faudrait que d'autres prennent le relais, le service communication ou le cabinet. L'idéal serait un scénario ou la communication et le cabinet accompagnent le projet. Mais ça n'arrive jamais. Il faudrait alors au moins prévoir un accompagnement en terme de moyens humains et financiers, ce qui n'est pas non plus le cas. » témoigne-t-elle. A Orly, le porteur de projet ne s'était pas non plus soucieux en amont de la diffusion du film. Pour lui, l'important était qu'il existe une trace. Il s'était simplement engagé auprès des participants à leur fournir une copie. Le directeur de cabinet relate que ce projet était un peu à part. D'habitude les projets

¹⁴⁷ Cf. Jean-Barthélemy Debost : *Les actions 'mémoire/histoire' : commentaire sur ce paysage de l'action socioculturelle*, in André Bruston (sous la direction) : *Des cultures et des villes – mémoire au futur*, éditions de l'Aube, 2005, p. 52.

¹⁴⁸ Cf. Piérane Gausset : *L'action du musée Gadagne dans le volet 'Mémoire et identité' de la charte de coopération culturelle*, in *Quartiers à vos mémoires. Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes*, 2007, p. 43.

¹⁴⁹ Op. Cit. p. 41.

mémoriels sont suivis par le cabinet et le service de communication. Finalement le film a été projeté lors des journées du patrimoine et devant le succès rencontré, il a été décidé de l'adresser à tous les habitants de la ville en même temps que les vœux du maire. Le service de communication a recueilli les réactions du public lors de la projection sur un livre d'or.

Dans le projet que nous avons étudié à Pantin, le service communication n'a pas été impliqué en amont du projet, alors que ces compétences semblent, comme le souligne Geneviève Michel, nécessaires. Ces projets font effectivement appel à des compétences clés du service communication. Ils sont par définition des supports de communication : publication, expositions, films... Il semblerait intéressant que le service communication soit partie prenante dès la définition du projet. Il pourrait participer à la définition des objectifs, aider au choix des réalisations en fonction des objectifs et des publics choisis. Mais on peut parfois avoir le sentiment que les porteurs de projet, eux-mêmes, ne souhaitent pas que le service communication soit impliqué. Interrogé sur le rôle du service communication Pierre-Jacques Derainne répond : « Le poids de ces services est devenu extraordinaire. A Pantin, il n'en ont pas fait usage, mais ces services se sont extraordinairement développés et sont devenus des « censeurs ». Ils sont craints parce qu'ils donnent leur avis sur tout, à la virgule près. La question de l'image est devenue essentielle. »

3.3 Un potentiel à développer ?

L'impression générale qui se dégage de ces projets mémoriels est que souvent ils n'ont pas été suffisamment étudiés en amont et qu'ils ne peuvent de ce fait pas mettre en valeur tout leur potentiel. « On sent qu'avec ces opérations mémorielles, de nombreuses possibilités sont ouvertes pour travailler sur l'image que la ville se fait d'elle-même, sur la cohésion sociale, la transmission intergénérationnelle, la compréhension interculturelle, voire même sur le rayonnement international de la métropole... Mais ces possibilités ne sont pas exploitées ou accompagnées comme il le faudrait pour que la ville en bénéficie, pour que l'on assiste effectivement à un partage des mémoires, pour que les habitants d'un côté de l'agglomération comprennent mieux ce qui se passe de l'autre, pour qu'une capitalisation soit possible et accessible à l'ensemble du public, pour qu'enfin les projets urbains soient

nourris de ces mémoires multiples. »¹⁵⁰ C'est souvent ce dernier point que les différents commentateurs soulignent. Ils regrettent que les projets mémoriels ne soient pas intégrés dans une démarche plus globale. Ainsi Bruno Voisin, sociologue, directeur d'études à l'Agence d'urbanisme de la Communauté Urbaine de Lyon, écrit : « La mémoire des habitants est souvent mobilisée au moment des destructions de bâtiments ou de quartiers (par exemple lors de la démolition des tours de la Démocratie aux Minguettes), mais davantage dans une logique d'accompagnement ou de travail de deuil, qu'au service d'un projet d'avenir. »¹⁵¹ Pierre-Jacques Derainne fait le même constat : « Souvent ces projets sur la mémoire sont greffés sur des projets urbains. Mais la plupart du temps ils n'ont pas de lien. Ils évoluent parallèlement. En théorie ils peuvent être intégrés à un projet plus global, mais en pratique... ». C'est aussi ce que déplore Catherine Foret : « Ainsi, les actions mémorielles se déroulent-elles la plupart du temps en parallèle aux projets d'aménagement et ou de démolition, et non pas en synergie avec ces projets. Alors qu'on affirme partout vouloir 'travailler la mémoire pour construire l'avenir', c'est l'incapacité à nourrir les projets urbains des mémoires des populations qui s'affirme dans les faits, la grande difficulté qu'on les acteurs de la ville d'aujourd'hui à construire sur les traces du passé un projet commun qui donnerait le goût de l'avenir à ses habitants. »¹⁵²

Cependant certains projets évoluent heureusement dans ce sens. Daniel Feurtet, maire du Blanc-Mesnil retrace le cheminement du projet réalisé dans sa ville pour accompagner la réhabilitation de la cité Montillet. Comme beaucoup, il constate que toucher au logement est extrêmement délicat et pense qu'un travail sur la mémoire aidera à préparer l'avenir : « L'évocation du mot démolition, malgré les conditions de vie, est vécue comme un choc. Les objections des habitants se concentrent sur le rapport identitaire, de mémoire et de destin qu'ils entretiennent

¹⁵⁰ Catherine Foret : Actions mémorielles dans les villes : des miroirs sans reflets ?, in interpréter les mémoires urbaines dans le présent des villes : une activité publique ? Séminaire organisé par l'ARIESE, université Lumière-Lyon 2, la Direction Régionale des Affaires culturelles Rhône-Alpes et la Faculté d'anthropologie et de sociologie, université Lumière-Lyon 2, mai 2004, p. 16.

¹⁵¹ Bruno Voisin : « Mémoires urbaines » : présentation du programme « Mémoires et identités des quartiers » mené dans l'agglomération lyonnaise, in Les mémoires dans les villes, des enjeux pour les villes ? Séminaire organisé par l'ARIESE, université Lumière-Lyon 2, la Direction Régionale des Affaires culturelles Rhône-Alpes et la Faculté d'anthropologie et de sociologie, université Lumière-Lyon 2, Décembre 2003, p. 38. consultable à l'adresse : socio.univ-lyon2.fr/imprimersans.php3?id_article=775.

¹⁵² Catherine Foret : Mémoires citadines : un nouvel objet d'action publique, in André Bruston (sous la direction) : Des cultures et des villes – mémoire au futur, éditions de l'Aube, 2005, p. 39.

avec la cité. Dès lors, la conviction de la ville sera que la réussite d'un tel projet tiendra à la capacité à faire émerger la parole des habitants, pour que leur mémoire parvienne à se projeter vers un nouveau destin et un nouveau cadre de vie. »¹⁵³ Un projet social et culturel intitulé « la mémoire et l'avenir en chantier » a été mis en place. Plusieurs services ont été mis à contribution et de nombreuses réalisations ont vu le jour, créations artistiques, fêtes, expositions, vidéos. Mais le projet est allé au-delà de ces restitutions. A partir de la mémoire des habitants a été construite la Maison Pour Tous.¹⁵⁴ « Cette mise en mots, en images et en imaginaire des habitants sur leur mémoire et sur leur perception de l'avenir de la cité a indéniablement aidé à accepter le changement. C'est de cette parole qu'est aussi née la préfiguration de la Maison Pour Tous Jean-Jaurès, équipement qui accompagne la rénovation à l'échelle du quartier. »¹⁵⁵ Le travail sur la mémoire a aidé de deux manières. D'un côté il a renseigné sur les revendications et les désirs des habitants, permettant de construire un lieu qui corresponde à leurs attentes. D'autre part, les travaux mémoriels, dans leur multiplicité et leur durée ont petit à petit établi une habitude de participation des habitants. Ces derniers se sont impliqués pour faire vivre la Maison Pour Tous.¹⁵⁶

De la même manière, le maire de La Courneuve, Gilles Poux, explique que les travaux de mémoire réalisés à l'occasion des démolitions de barres ont abouti à une nouvelle réflexion et débouché sur une réflexion plus globale. Ils se sont rendu compte, que la population dans sa majorité n'identifiait pas la logique d'ensemble de la politique menée par la municipalité. Un projet de ville a alors été élaboré avec les élus, les services, les acteurs publics, organisé en trois chapitres « d'où venons-nous, où en sommes nous aujourd'hui et que voulons nous faire demain ? »¹⁵⁷

Effectivement, on peut penser que le travail sur la mémoire gagnerait à être réalisé en amont des projets. C'est en ce sens qu'argumentent Patricia Ramon et Marc Villarubias : « A quoi ont-elles – opérations mémorielles menées dans les

¹⁵³ Daniel Feurtet : *une construction qui est aussi identitaire*, in Fournier Valérie et Poussou Didier : *Habitats en devenir. La rénovation urbaine sous l'objectif des professionnels et des habitants*, la documentation française, 2006, p. 54.

¹⁵⁴ Cf. Op. Cit.

¹⁵⁵ Op. Cit.

¹⁵⁶ Cf.. Marie Leroy, contrat de ville du Blanc-Mesnil : « mémoire, l'avenir en chantier », in Colloque organisé par la DIV et la DAV le 17 juin 2004 : « Villes et mémoires – les archives de la politique de la ville », p. 43-45. consultable à l'adresse : <http://www.ville.gouv.fr/pdf/editions/villes-et-memoires.pdf>

¹⁵⁷ Cf. Interview de Gilles Poux, Maire de la Courneuve par Catherine Foret, in Catherine Foret : *Travail de mémoire et requalification urbaine*, Les éditions de la DIV, avril 2007, p. 16-19.

quartiers d'habitats sociaux – servies ? A mobiliser et faire participer les habitants des quartiers dits sensibles, à recréer des espaces de parole, à produire des éléments de connaissance, sinon de reconnaissance. Elles ont été nécessaires mais est-ce suffisant de produire des objets de mémoire comme on jette un message à la mer ? Comment la politique de la ville peut-elle se saisir des travaux sur la mémoire dans une logique de transformation, de développement ? Ces travaux parce qu'ils participent à l'émergence d'une parole et d'une connaissance devraient être des éléments constitutifs des diagnostics territoriaux. Ils peuvent aider à définir des objets potentiels de développement et ainsi replacer des éléments de mémoire, de pratiques ou d'identité dans une dynamique tournée vers l'avenir. »¹⁵⁸

¹⁵⁸ Ramon Patricia et Villarubias Marc : *La mémoire mobilisée comme ressource du territoire*, in Les Cahiers du DSU, n°23, 1999, p. 8.

Conclusion partielle

La réalisation de projet sur la mémoire des lieux et des habitants est plus compliquée qu'il n'y paraît. Les acteurs et observateurs de ces projets soulignent différents écueils. Travailler à partir de la mémoire des habitants est d'abord délicat parce que les témoignages sont par définition personnels et chargés d'émotion. Leur restitution publique demande du savoir-faire et des précautions. Le but n'est pas de réunir les habitants dans le chagrin ni non plus d'enfermer la population dans l'idée d'un âge d'or perdu du quartier. Par ailleurs certains projets semblent avoir une fonction d'alibi. Ils sont alors un moyen de laisser penser que l'on se soucie du sort des habitants concernés par une opération de réhabilitation urbaine. Certains acteurs mettent en garde contre une éventuelle instrumentalisation politique des projets. Devant les multiplicités de ces projets et leur difficulté, des ouvrages paraissent, donnant des conseils méthodologiques. Ils soulignent notamment l'importance de définir des objectifs en amont, de faire appel à des professionnels, de bien gérer le temps et de ne pas négliger la restitution.

Souvent les projets mémoriels négligent un de ces aspects et du coup ne sont pas aussi utiles qu'ils pourraient l'être. On peut regretter que ces travaux ne soient que rarement utilisés comme source d'information et intégrés dans la réflexion globale sur le devenir de la ville. Comme l'écrit Catherine Foret : « (...) on peut se demander si l'important, c'est de parler — de faire parler les gens —, d'être écouté ou d'être entendu. L'ensemble de ces actions donnent en effet lieu à beaucoup de paroles, mais à très peu de " paroles instituanes ", c'est-à-dire susceptibles de faire traces dans les institutions, dans l'histoire de la ville, dans les modes de production urbaine ou de gouvernement de la Cité. »¹⁵⁹

¹⁵⁹ Catherine Foret : *Actions mémorielles dans les villes : des miroirs sans reflets ?*, in *Interpréter les mémoires urbaines dans le présent des villes : une activité publique ?* Séminaire organisé par l'ARIESE, université Lumière-Lyon 2, la Direction Régionale des Affaires culturelles Rhône-Alpes et la Faculté d'anthropologie et de sociologie, université Lumière-Lyon 2, mai 2004, p. 15.

Conclusion

Devant la multiplication des travaux réalisés autour de la mémoire des lieux et des habitants dans les villes, nous avons voulu comprendre les raisons de ce développement et le sens de ces actions.

Notre première hypothèse était que ces travaux mémoriels qui se développent autour des opérations de renouvellement urbain ne sont pas nouvelle mode ou une nouvelle lubie des collectivités territoriales mais s'inscrivent d'avantage dans un contexte national favorable aux commémorations. Une étude du contexte historique a permis de vérifier cette hypothèse. Notre goût pour la commémoration daterait, selon Pierre Nora, de la dernière guerre mondiale. Cette époque a marqué la fin de l'idée d'une Histoire unitaire réunissant la nation. L'Etat n'est plus le seul à initier des commémorations, les collectivités territoriales les développent également. Toujours selon Pierre Nora, ce goût pour les commémorations s'est accentué à partir des années 1970, marquées par des évolutions sociétales et économiques rapides. Celles-ci fragilisent la population et créent un besoin de se raccrocher, de retrouver des repères. Le passé devient alors un recours. Ces deux facteurs, le besoin de recourir au passé pour se ressourcer et le rôle grandissant des collectivités territoriales dans la mise en place de commémorations, ont créé des conditions favorables au développement d'actions valorisant le passé. La multiplication de travaux autour de la mémoire d'un quartier ou de ces habitants s'inscrit dans la tendance générale, soutenue par les pouvoirs publics, à la multiplication des actions mémorielles.

Les pouvoirs publics ont en effet créé un contexte favorisant le développement d'actions culturelles autour de la mémoire. Ils ont d'une part, fait évoluer la notion de patrimoine d'une vision restreinte aux monuments historiques vers une acceptation beaucoup plus large. En somme tout ce qui peut aider à la compréhension d'une époque est digne d'intérêt. D'autre part, ils ont aussi décentralisé l'action culturelle. Les deux facteurs, une compréhension plus large de ce qui a un sens historique et le rôle croissant des collectivités territoriales dans le domaine de la culture a conduit à une multiplication des projets valorisant le passé. Par ailleurs, si les collectivités territoriales ont développé des actions mémorielles ce n'est pas seulement parce que le financement était facilité, mais aussi parce qu'elles y voyaient un intérêt. En effet elles attribuent à la valorisation du passé une fonction

identitaire, permettant de renforcer l'attachement des habitants à un territoire. Le travail sur le passé est également souvent perçu comme un accompagnement social, particulièrement mis en oeuvre dans des périodes de transitions économiques et sociales.

La multiplication des travaux mémoriels lors d'opération de renouvellement urbain s'inscrit dans la continuité de cette valorisation du passé par les pouvoirs publics en général et les collectivités territoriales en particulier. Là aussi les collectivités peuvent y avoir intérêt puisque si elles réalisent ces projets en marge d'opération de renouvellement urbain, on peut supposer - c'était notre deuxième hypothèse - qu'elles entendent par-là accompagner la population concernée.

Nous avons voulu vérifier avec un exemple concret si l'objectif de ces travaux mémoriels lors de restructuration de quartier était, de fait, d'accompagner la population et ce que cela signifiait. Pour ce faire nous avons choisi un projet autour de la mémoire des lieux et des habitants réalisé à Pantin dans le quartier des Courtillères qui fait l'objet d'une opération de renouvellement urbain. La directrice des archives de la ville et l'historien Pierre-Jacques Derainne qui ont défini et réalisé le projet ainsi que les élus qui l'ont décidé nous renseignent sur les raisons du projet. Ils confirment qu'il s'agit d'accompagner la population alors que le quartier va être profondément transformé et expliquent comment le projet peut aider les habitants. On peut distinguer quatre objectifs. Dans un premier temps le travail sur la mémoire est un moyen de transmettre des connaissances sur le quartier et celles-ci peuvent aider les habitants à mieux comprendre leur quartier et son évolution. Le projet entend également favoriser la participation des habitants. Il ne s'agit pas de leur apporter des connaissances de manière magistrale, ils sont aussi porteur de la mémoire de leur quartier et sont appelés à la transmettre sous forme de témoignages. S'ils sont acteurs, les habitants s'approprient d'avantage leur quartier. Cette action mémorielle est aussi un moyen de valoriser la population et c'est essentiel à un moment où au contraire la démolition de logements peut blesser l'amour-propre de leurs habitants puisque l'on préfère détruire leurs logements plutôt que de les rénover. Enfin, ce projet est aussi l'occasion de tordre le cou aux idées reçues sur le quartier véhiculées par les médias.

Les objectifs ont-ils été remplis ? L'analyse de l'ouvrage, la rencontre avec des habitants et l'autocritique des porteurs du projet permettent d'apporter une réponse. Il en résulte que le livre est très cohérent avec les objectifs d'apporter des

connaissances historiques, de mettre en valeur les habitants et de donner une image du quartier différente de celle véhiculée habituellement. De fait l'ouvrage informe sur l'histoire du site, la construction et l'évolution du quartier, l'architecte Emile Aillaud mais aussi sur les différentes phases de population des Courtilières, l'origine sociale et géographique des habitants et la vie sociale du quartier. Par ailleurs, le sérieux et le ton respectueux de l'ouvrage mettent en valeur son contenu et en font également un possible élément de fierté pour les habitants du quartier. Enfin les témoignages des habitants rapportés dans l'ouvrage permettent de montrer que le quartier des Courtilières est un quartier comme un autre où les parcours de vie sont multiples. Les habitants que nous avons rencontrés confirment la réussite du projet sur les mêmes aspects : le livre apporte des connaissances et celles-ci sont source de fierté, la réalisation et l'existence de l'ouvrage sont valorisantes pour les habitants, le livre est l'occasion de montrer le quartier tel qu'il est et pas tel que les imaginaires le pensent. En revanche la rencontre avec les habitants et l'autocritique des porteurs de projets font comprendre que l'objectif de participation des habitants n'a pas été pleinement rempli. Il a été difficile de mobiliser la population pour réaliser le projet. Et une fois le projet terminé, son partage avec le public a été moindre que ce qu'il aurait pu.

Ces projets sont en effet moins faciles à réaliser qu'il n'y paraît, comme le supposait notre troisième hypothèse. Ils sont attrayants parce qu'ils permettent à une ville de mettre les habitants au cœur d'un projet mais demandent du savoir-faire et des précautions. En effet travailler à partir de témoignages, c'est-à-dire de récits personnels est délicats si l'on ne veut pas tomber dans l'émotionnel ni enfermer les habitants dans une vision nostalgique de leur quartier. Ces projets peuvent aussi parfois être accusés d'être des alibis. Ils peuvent être lancés dans l'urgence afin de montrer que l'on se soucie des habitants concernés par une opération de renouvellement urbain sans pour autant avoir été réfléchis en amont. Certains acteurs ne voient pas non plus d'un bon œil l'implication des élus dans ces projets, craignant qu'ils n'orientent les travaux. Pour prévenir les difficultés des ouvrages commencent à paraître contenant des conseils méthodologiques. Ils relèvent notamment quatre points sensibles. Il est d'abord important que les objectifs du projet soient clairement définis en amont. Il est conseillé de faire appel à des professionnels. En effet ces projets demandent des compétences. Ils s'apparentent à un travail d'historien pour la méthode. En même temps, il ne s'agit pas d'un travail

universitaire critique mais d'un projet à des fins sociales. La gestion du temps est aussi importante. Ces projets demandent du temps pour être bien construits tandis que les villes sont souvent dans l'urgence. Enfin, la restitution auprès des habitants des travaux réalisés est un élément essentiel du projet, bien que souvent négligé parce qu'arrivant à la fin. Finalement ces projets, parce qu'ils sont plus complexes à réaliser qu'il n'y paraît, restent souvent en deçà de ce qu'ils pourraient. On pourrait en effet imaginer, et c'est parfois le cas, qu'ils sont conduits en amont des projets urbains, plutôt que parallèlement, et intégrés dans la réflexion autour de la construction de la ville.

Les projets mémoriels sont intéressants parce qu'ils offrent à une collectivité beaucoup d'outils pour travailler avec la population. On peut imaginer une multitude de finalités qui ont été abordées dans cette étude ou à explorer. Ils peuvent être l'occasion de faire participer les habitants à l'écriture de la mémoire de leur ville, de les impliquer dans la vie locale, de leur faire découvrir des lieux culturels tels les bibliothèques ou les services d'archive, de faire se rencontrer les générations... Ils peuvent être aussi en interne un moyen de mobilisation des services municipaux autour d'un projet puisqu'ils touchent à plusieurs secteurs (l'urbanisme, le troisième âge, la jeunesse, la culture...) ou même devenir un outil de communication interne à part entière. Ainsi la responsable de la communication interne de la ville de Saint-Brieuc¹⁶⁰ recueille depuis dix ans, pour le journal interne de la ville, les témoignages des fonctionnaires partant à la retraite. Puis elle a décidé d'en faire un livre afin de laisser une trace. Quatre tomes sont parues. Elle donne ainsi la parole à ceux qui l'ont rarement (les trois-quarts des employés de Saint-Brieuc sont des agents de catégorie C) et l'ouvrage est aussi le témoin de la mutation du monde du travail et de l'évolution de la société.

¹⁶⁰ Cf. Xavier Debontride : *Les 20 ans du statut*, la Gazette des communes, n°1726 du 26/1/2004, p. 73.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages sur la mémoire, le patrimoine, la ville

Bellanger Emmanuel : *Pantin, mémoire de ville, mémoire de « communaux »*. XIX^e et XX^e siècle, Archives municipales de Pantin, 2001, 264p.

Bergeron Louis : *L'âge industriel*, in Pierre Nora (sous la direction de) : Les lieux de mémoire, Gallimard, 1992, Tome III Les France, 3^{ème} partie de l'archive à l'emblème, pp. 130-161.

Bruston André (sous la direction) : *Des cultures et des villes – mémoire au futur*, éditions de l'Aube, 2005, 350p.

Cubero José : *L'émergence des banlieues. Au cœur de la fracture sociale*, éditions Privat, 2002, 124p.

Dambron Patrick : *Patrimoine industriel et développement local*, Paris, éditions Jean Delaville, 2004, 302p.

Debary Octave : *La fin du Creusot ou L'art d'accommoder les restes*, Paris, éditions du CTHS, 2002, 189p.

Foret Catherine : *Travail de mémoire et requalification urbaine*, Les éditions de la DIV, avril 2007, 178p.

Fournier Valérie et Poussou Didier : *Habitats en devenir : la rénovation urbaine sous l'objectif des professionnels et des habitants*, Paris, la Documentation française, 2006, 441p.

Glevarec Hervé : *Le patrimoine saisi par les associations*, La Documentation française, 2002, 412p.

Le Goff Jacques (sous la direction de) : *Patrimoines et passions identitaires*, Paris, Fayard, 1998, 445p.

Leniaud Jean-Michel : *Les archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Fayard, 2002, 361p.

Nora Pierre : *l'ère de la commémoration*, in Nora Pierre (sous la direction de) : Les lieux de mémoire, Gallimard, 1992, Tome III Les France, 3^{ème} partie de l'archive à l'emblème, pp. 976-1012.

Norymberg Patrick : *Faire la ville autrement*, Editions Yves Michel, 2001, 152p.

Poirrier Philippe : *Les politiques culturelles en France*, la documentation française, Paris, 2002, 637p.

Rautenberg Michel : *La rupture patrimoniale*, éditions A la croisée, 2003, 173p.

Roux Emmanuel (de) : *Patrimoine industriel*, Paris, éditions du Patrimoine, 2000, 272p.

Virilio Paul : *La ville panique : ailleurs comme ici*, Paris, Galilée, 2004, 144p.

Actes de colloques et séminaires

Les rencontres de la DIV : *Les grands ensembles dans la mémoire des Trente Glorieuses*, 24 avril 2001, consultable à l'adresse : i.ville.gouv.fr/divbib/doc/GrdsEnsembles.PDF

Colloque organisé par la DIV et la DAV : *Villes et mémoires – les archives de la politique de la ville*, 17 juin 2004, consultable à l'adresse : <http://www.ville.gouv.fr/pdf/editions/villes-et-memoires.pdf>.

Mémoires urbaines et présent des villes

Programme interministériel de recherche Cultures Villes et dynamiques sociales : 4 séminaires

- *Patrimonialisation et après*, avril 2003, consultable à l'adresse : http://socio.univ-lyon2.fr/article.php3?id_article=775.
- *Les mémoires dans les villes, des enjeux pour les villes ?* Décembre 2003, consultable à l'adresse : socio.univ-lyon2.fr/imprimersans.php3?id_article=775.
- *Interpréter les mémoires urbaines dans le présent des villes : une activité publique ?* Mai 2004, consultable à l'adresse : socio.univ-lyon2.fr/IMG/pdf/doc-524.pdf.
- *Usages de la mémoires et projets de société ?* Mai 2005, consultable à l'adresse : http://socio.univ-lyon2.fr/article.php3?id_article=775.

Les archives municipales de Nantes *Les actions mémorielles de la ville, états des lieux, enjeux et perspectives*. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 2005, les archives municipales de Nantes, 2007, 75p.

Travaux mémoriels :

Clesse Joël et Zaidmann Sylvie : *La résistance en Seine-Saint-Denis : 1940-1944*, Syros, 1994, 478p.

Favier Cécile, Djouada Ahmed (réalisation) : *Paroles d'habitants*, 2005, 52 min., production et distribution : Ville d'Orly.

Lejarre André, Pasquiers Olivier, Thierry Fabienne : *La Courneuve, rue Lenoir ... avant démolition*, le bar Floréal édition, 2000, 153p.

Michel Geneviève et Derainne Pierre-Jacques : *Aux Courtilières, histoires singulières et exemplaires*, éditions Créaphis, Paris, 2005, p.18-21.

Mordillat Gérard et Jacquet Frédérique : *Douce France*, Les éditions de l'atelier, Paris, 2005, 256p.

Stern Nicolas : *33 avenue des Courtilières*, 1996, 52', production : Sombrero, Xyzebre, Télésomme.

Taboury Sylvain et Gougerot Karine : *Billardon, histoire d'un grand ensemble*, Creaphis, 2004, 489p.

Vincenot Alain : *Fleur de béton*, Romillat, 2001, 271p.

Articles

Cusset François : *L'expression artistique pour mémoire collective*, in *La Gazette des communes*, n°1714 du 27/10/2003, p. 32.

Debontride Xavier : *Les 20 ans du statut*, *la Gazette des communes*, n°1726 du 26/1/2004, p. 73.

Duclos Jean-Claude : *De l'écomusée au musée de société*, consultable en ligne www.musee-dauphinois.fr - rubrique espace ressources, 12p.

Fondation Abbé Pierre : *Selon la Fondation Abbé Pierre, les chiffres de la construction masquent des réponses mal orientées pour une crise qui dure*, Communiqué de presse du 15/09/07, consultable en ligne <http://www.fondation-abbé-pierre.fr/communiqués.php>.

Morel Alain : *Ecomusée de la région Fourmies-Trélon*, in *Terrain*, n°1, octobre 1983, consultable en ligne <http://terrain.revues.org/document2789.html>.

Pôle de ressources départemental Ville et développement social: fiche expérience Garges-lès-gonesse : mémoire de vies, mémoire de ville, Novembre 2002, téléchargeable à l'adresse www.poleressources95.org/spip.php?article297.

Pôle de ressources départemental Ville et développement social: Cergy. Mémoires pour demain, in Résonances, juin 07, n°88, p. 3, consultable en ligne <http://www.poleressources95.org/spip.php?article500>.

Ramon Patricia et Villarubias Marc : *La mémoire mobilisée comme ressource du territoire*, in Les Cahiers du DSU, n°23, 1999, p. 8.

Rautenberg Michel : *Revisiter les lieux et le temps : figures de la mémoire et du patrimoine*, Ruralia, 1998-2003, consultable en ligne <http://ruralia.revues.org/documents75.html>.

Sirach Marie-José : *Ici, la politique n'est pas en terre étrangère*, in L'Humanité, le 5 avril 2007, consultable en ligne www.humanite.presse.fr:popup_print.php3?id_article=849069.

Sites Internet et autres sources multimédia

Site www.vie-publique.fr

Site du centre historique minier de Lewarde : www.chm-lewarde.com/index2htm

Site de l'écomusée de l'Avesnois www.ecomusee-avesnois.fr/Frameset.aspx?page=quisommesnous/default.aspx

Site de la ville de Roubaix www.ville-roubaix.fr.

Site du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement sur les CUCS www.cohesionsociale.gouv.fr/eclairage/une-politique-ville-renouvelee-contrat-urbain-cohesion-sociale-763.html

Site de la préfecture de l'Isère sur les CUCS www.isere.pref.gouv.fr/sections/documents/gens_du_voyage/13_-_objectifs_de_/view

Site de la ville de Pantin <http://www.ville-pantin.fr>

Site de inextenso www.inextensodiffusion.com/f/editeur.php?editeur_id=2, consulté le 8/05/2007.

Site de l'ANRU sur la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine téléchargeable à l'adresse www.anru.fr/IMG/pdf/LOI03_710_1_08_03orientprogville-3.pdf. et Le programme

national de rénovation urbaine consultable en ligne [http:// www.anru.fr/article.php?id_article=193](http://www.anru.fr/article.php?id_article=193), consulté le 18/09/2006.

l'émission de France Culture « La fabrique de l'histoire » du 30/01/07 consacrée aux écomusées.

Romans :

Faïza Guène : *Kiffe kiffe demain*, Hachette littératures, 2004, 189p.

Faïza Guène : *Du rêve pour les oufs*, Hachette Littératures, 2006, 213p.

Diaby Doucouré : *Le bon, la douce et la caillera*, l'Harmattan, 2007, 178p.

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 : Graphique de l'INSEE : Part du logement dans les revenus des ménages les plus pauvres

Annexe 2 : Cahier des charges iconographique & filmographique « Travaux de mémoire » de l'ANRU

Annexe 3 : Lettre de l'ANRU adressée au maire de Besançon

Annexe 4 : Couverture de l'ouvrage de Michel Geneviève et Derainne Pierre-Jacques : *Aux Courtillères, histoires singulières et exemplaires*, éditions Créaphis, Paris, 2005

Annexe 1

Graphique de l'INSEE :
Part du logement dans les revenus des ménages les plus pauvres

Annexe 2

Cahier des charges iconographique & filmographique
« Travaux de mémoire » de l'ANRU

Annexe 3

Lettre de l'ANRU adressée au maire de Besançon

Annexe 4

Couverture de l'ouvrage de Michel Geneviève et Derainne Pierre-Jacques
Aux Courtillères, histoires singulières et exemplaires, éditions Créaphis, Paris, 2005

RÉSUMÉ

Encouragées par les financements de l'Etat, les opérations de rénovation ou de démolition des tours ou des barres dans les quartiers périphériques se multiplient et avec elles les travaux sur la mémoire des habitants et des lieux.

La présente étude s'interroge sur les causes de cet engouement pour les travaux autour de la mémoire.

Il apparaît d'abord que ceux-ci ne sont pas une nouvelle mode mais s'inscrivent d'avantage dans une tradition des pouvoirs publics à valoriser le passé, le patrimoine. Au fil du temps, la notion de patrimoine a considérablement été élargie et les travaux sur la mémoire des habitants et des quartiers peuvent être considérés comme en faisant partie. Les collectivités territoriales valorisent depuis longtemps leur patrimoine attribuant une fonction identitaire et sociale à la connaissance du passé.

Puis une étude de cas, la réalisation d'un livre à partir du témoignage des habitants d'un quartier en rénovation à Pantin, montre que la volonté des porteurs du projet était d'accompagner la population du quartier. A un moment où le quartier peut apparaître comme sans valeur puisque l'on décide de le restructurer, le travail sur la mémoire peut permettre de valoriser les habitants et les lieux où ils vivent.

Enfin les travaux mémoriels sont aussi réalisés parce qu'ils paraissent simples à mettre en œuvre. Pourtant ce n'est pas le cas. Des observateurs relèvent à partir d'exemples les écueils fréquents, et, des ouvrages paraissent pour aider les collectivités qui veulent lancer des travaux autour de la mémoire des habitants et des lieux lors d'opération de renouvellement urbain.

MOTS-CLÉS

Accompagnement

Collectivités territoriales

démolition

Habitants

Les Courtilières

Mémoire

Mutation

Patrimoine

Quartier

Réhabilitation